

# Dossier Spécial Azerbaïdjan

## Un rôle pivot entre l'Orient et l'Occident

### Infos Pays



### Azerbaïdjan

#### République d'Azerbaïdjan

**Capitale** : Bakou

**Superficie** : 86 600 km<sup>2</sup>

**Population** : 10 millions d'habitants

**Langue officielle** : Azerbaïdjanais

**Fête nationale** : 28 mai

**Chef de l'État** : M. Ilham ALIYEV

**Premier Ministre** : M. Novrouz MAMMADOV

**Ministre des Affaires étrangères** :

M. Elmar MAMMADYAROV

**Ministre de l'Économie** : M. Shahin MOUSTAFAYEV

**Ministre des Finances** : M. Samir SHARIFOV

**Ministre de la Défense** : M. Zakir HASSANOV

**PIB** : 41,2 milliards de dollars (2017)

**Taux de croissance** : 0,1% (2017)

**Importations** : 8,73 milliards de dollars (est. 2017)

**Exportations** : 15,69 milliards de dollars (est. 2017)

**Monnaie** : Manat





À quelques mois de la désignation de la ville hôte de l'Exposition universelle 2025, Bakou figure parmi les candidats en lice. Située au cœur du Caucase, la capitale azerbaïdjanaise est devenue la vitrine d'un pays façonné par une histoire riche au carrefour des civilisations et des routes commerciales. Alors que 2018 marque les célébrations du 100<sup>ème</sup> anniversaire de la République démocratique d'Azerbaïdjan, S.E.M. Rahman Mustafayev, Ambassadeur d'Azerbaïdjan en France, nous explique comment son pays cherche aujourd'hui à dépasser les seuls atouts que lui confèrent ses immenses réserves d'hydrocarbures, pour valoriser son multiculturalisme, sa diplomatie d'équilibre et le potentiel de diversification de son économie.

**L**a Lettre Diplomatique : Monsieur l'Ambassadeur, 2018 marque le 100<sup>ème</sup> anniversaire de la première République démocratique d'Azerbaïdjan (1918-1920). Pourriez-vous nous expliquer en quoi cette période a marqué un tournant dans l'histoire de votre pays ? Comment en décririez-vous l'héritage ?

**S.E.M. Rahman MUSTAFAYEV** : Le 28 mai 2018, les Azerbaïdjanais, partout dans le monde, commémorent les cent ans de la proclamation de la République démocratique d'Azerbaïdjan. Cette république a eu une courte existence, du 28 mai 1918 jusqu'à l'occupation du pays par l'Armée rouge le 28 avril 1920. Néanmoins, elle a marqué d'une profonde empreinte l'histoire de l'Azerbaïdjan et exercé une influence considérable sur la formation idéologique de l'État azerbaïdjanais indépendant.

Ce fut la première république parlementaire laïque de l'Orient musulman. Sa politique intérieure et extérieure s'est inspirée des principes progressistes du début du XX<sup>ème</sup> siècle : ceux de la liberté, de l'humanisme et de l'égalité de tous devant la loi, exaltés dès la Révolution française à la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle.

Un des acquis historiques de la première République fut aussi l'octroi du droit de vote aux femmes, en juillet 1919. Un droit qui ne s'appliquait que dans quelques pays européens les plus évolués, mais dans aucun pays musulman. L'un des pays les plus avancés de cette époque – la Grande-Bretagne – n'a légalisé la participation des femmes (et encore seulement celles âgées de plus de 30 ans) aux élections que le 14 décembre 1918, soit sept mois seulement avant la Première République. La France, elle-même, a accordé le droit de vote aux femmes en avril 1944.

La composition du premier parlement de la République, instauré le 7 décembre 1918, était exemplaire et reflétait la maturité politique de ses leaders. Conformément à la loi du 20 novembre 1918 sur la création du Parlement azerbaïdjanais, celui-ci comprenait onze groupes, qui représentaient non seulement tous les partis politiques agissant dans le pays, mais aussi les principales minorités ethniques peuplant le territoire de l'Azerbaïdjan : communautés russes, arméniennes, juives, allemandes, géorgiennes, polonaises et ukrainiennes étaient représentées au Parlement avec leurs députés.

Ce ne sont que quelques uns des acquis historiques de la première République qui a laissé une

trace lumineuse dans l'histoire de l'Azerbaïdjan et posé les fondements de son développement indépendant à l'étape contemporaine.

**L.L.D. : Vous assumez les fonctions d'Ambassadeur d'Azerbaïdjan en France depuis le 20 octobre 2017. Quelles sont, selon vous, les marges d'intensification des liens économiques franco-azerbaïdjanais ? Quelles nouvelles opportunités pourraient s'offrir aux entreprises françaises en Azerbaïdjan ?**

**S.E.M.R.M.** : Dans la sphère économique, notre coopération se fait aujourd'hui des profondeurs de la Mer Caspienne jusqu'au cosmos avec des activités spatiales. Plus de 800 entreprises françaises ont été exportés leurs produits vers l'Azerbaïdjan. De nouveaux projets avec de grandes entreprises telles que Total, Alstom, Suez, Cifal, Thales et d'autres sont en cours de discussions et d'étude. La tendance est positive et sur une dynamique croissante.

Pour beaucoup, Azerbaïdjan rime bien évidemment avec industrie pétrolière. Mais les temps changent : en effet, l'Azerbaïdjan renforce une économie non-pétrolière qui représente déjà 63% du PIB actuellement. À ce sujet, il faut noter que les secteurs de l'économie dans lesquels les entreprises françaises ont une solide expérience, se développent rapidement. Nous sommes prêts à leur ouvrir tous ces secteurs et, plus particulièrement, à leur faire bénéficier des capacités logistiques de l'Azerbaïdjan. Ces dernières font que notre pays joue un rôle de pont entre le Nord et le Sud, l'Europe et l'Asie. Le

couloir ferroviaire, récemment ouvert, reliant la Chine, l'Asie centrale, l'Azerbaïdjan et la Géorgie, constituera la voie la plus courte entre l'Asie et l'Europe. Elle ouvre d'énormes perspectives pour l'Union européenne (UE), y compris la France, en vue du développement des relations commerciales avec les régions d'Asie centrale et la Chine.

**L.L.D. : Comment définiriez-vous les enjeux de la politique étrangère de votre pays ? Quels sont notamment les enjeux du développement des relations de l'Azerbaïdjan avec les institutions européennes ?**

**S.E.M.R.M.** : L'Azerbaïdjan cherche à construire des relations équilibrées avec tous les pays. Nous entretenons une relation forte avec les pays musulmans et Israël, mais également avec la Russie et les États-Unis, la Chine et l'UE. Dans notre monde traversé de crises et de tensions, le savoir-faire diplomatique de notre pays constitue une chance à saisir.

Nous sommes intéressés par le développement de notre coopération avec la France au plan bilatéral et dans le cadre des organisations internationales. À ce titre, il est très important pour nous de travailler avec la France sur l'intégration européenne de l'Azerbaïdjan. Il s'agit là d'un élément central de la stratégie d'équilibre de la politique étrangère de notre pays qui doit faire face à des conditions géopolitiques complexes.

En fait, l'orientation pro-européenne de Bakou est importante pour notre pays, mais aussi pour l'UE. ▶



Le Président français Emmanuel Macron salue S.E.M. Rahman Mustafayev, Ambassadeur d'Azerbaïdjan en France, lors de la remise de ses lettres de créance le 20 octobre 2017.



► L'Azerbaïdjan est un pays musulman laïc, un pont actif de dialogue et de coopération entre l'Europe et le monde de l'Islam. Il représente un facteur de stabilité et de sécurité pour toute la région. Nous comptons d'ailleurs sur la compréhension par l'UE du rôle stratégique privilégié qu'il joue.

**L.L.D. : À travers les initiatives comme le Forum global de l'Alliance des civilisations des Nations unies en 2016 et le Forum de Bakou sur le dialogue interculturel (appelé aussi « le Processus de Bakou »), dont la 4<sup>ème</sup> édition s'est tenue en 2017, votre pays cherche à s'affirmer comme un acteur de la diplomatie multilatérale. Comment décririez-vous les aspirations de l'Azerbaïdjan dans ce domaine ?**

**S.E.M.R.M. :** Historiquement, les représentants des diverses religions et cultures ont toujours vécu en paix et en sécurité en Azerbaïdjan. La diversité est une composante sociale et presque un mode de vie du peuple azerbaïdjanais. Les musulmans, les chrétiens orthodoxes et catholiques, les juifs et les représentants des autres confessions vivent dans une atmosphère de respect et compréhension mutuelle et s'invitent respectivement à leurs fêtes religieuses. À Bakou, vous pouvez trouver à la fois des églises – y compris une église arménienne – mais aussi des synagogues. Les musulmans chiïtes et les sunnites prient ensemble.

Permettez-moi de rappeler que l'Azerbaïdjan est un pays membre de l'Organisation de la Coopération islamique (OCI) et du Conseil de l'Europe. Compte tenu notamment de son expérience nationale, notre pays est bien placé pour lancer les initiatives et contribuer activement au processus de dialogue entre les cultures et les civilisations. Notre pays accueille des événements tels que le « Forum International Humanitaire de Bakou », le « Forum mondial sur le dialogue interculturel ».

L'accueil, dans sa capitale, Bakou, des premiers Jeux Européens en 2015 et des Jeux de la Solidarité islamique en 2017, est un autre signe fort de la politique volontariste de notre pays en faveur du dialogue entre les cultures et les civilisations. Ce n'est pas un hasard si, lors de la visite qu'il a effectué en Azerbaïdjan en septembre 2016, le Pape François l'a qualifié de « pont entre les civilisations ».

**L.L.D. : Trente ans après le début du conflit du Haut-Karabakh entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, les pourparlers entre les deux pays sont entrés dans une nouvelle phase. Quelles réflexions vous inspirent les capacités de médiation du Groupe de Minsk et, plus particulièrement, celles de la France ?**

**S.E.M.R.M. :** Pour tout dire, les efforts du Groupe de Minsk de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), n'incitent pas à l'optimisme. À la suite de plus de 25 ans d'activité de médiation, et malgré les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, les territoires azerbaïdjanais restent sous l'occupation illégale des forces armées arméniennes.

Les co-présidents du Groupe de Minsk devraient montrer plus de fermeté pour faire respecter les normes du droit international dans le conflit arméno-azerbaïdjanais. Conformément à leur mandat daté du 23 mars 1993, les co-présidents devraient être guidés dans leurs activités par les principes et les normes de l'OSCE, de la Charte de l'ONU et des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU adoptées en 1993. Et, nous attendons du Groupe de Minsk qu'il applique, ni plus ni moins, ces principes.

La position exprimée par la France soutient la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'inviolabilité des frontières internationalement reconnues de l'Azerbaïdjan. Elle participe activement au processus du règlement du conflit et co-préside le Groupe de Minsk de l'OSCE depuis janvier 1997 avec les États-Unis et la Russie. En tant que membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies et pays signataire des quatre résolutions adoptées en 1993, la France porte donc comme membre du Conseil de sécurité, selon le règlement de l'ONU, la responsabilité de la paix et de la sécurité.

À cet égard, nous espérons que Paris continuera à participer activement au processus de règlement du conflit arméno-azerbaïdjanais du Haut-Karabakh. Un règlement équitable de ce conflit, fondé sur le respect des principes de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États, créera des conditions propices à un développement durable de la région du Caucase du Sud et à une large coopération régionale. La restauration de la paix profitera non seulement aux pays de la région, mais aussi à nos partenaires européens, y compris la France.

### « L'Azerbaïdjan joue un rôle de pont entre l'Europe et l'Asie »

En tant que pays victime d'une occupation et de l'épuration ethnique d'un million de ses citoyens, l'Azerbaïdjan est la partie la plus intéressée au règlement rapide du conflit.

**L.L.D. : L'Azerbaïdjan se positionne de plus en plus comme un hub au plan logistique et de la coopération régionale. Quel nouvel élan la ligne ferroviaire Bakou-Tbilissi-Kars (BTK) inaugurée le 30 octobre 2017 par le Président Ilham Aliyev pourrait-elle impulser en faveur du développement de votre pays et de son intégration dans la région ?**

**S.E.M.R.M. :** Grâce à son statut de première économie du Caucase – 60% du PIB de la région – à sa stabilité sociale et à une politique étrangère multi-vectorielle et équilibrée, notre pays joue le rôle de promoteur de la coopération, de la sécurité et du dialogue régional. Il est également le pivot de la coopération régionale.

Bakou initie et réalise, en effet, avec des partenaires des projets qui relient les continents

et créent des milliers d'emplois dans les pays d'Asie, du Caucase et d'Europe. L'un des projets importants de cette coopération est celui du Corridor de transport Nord-Sud. Ce projet implique la création d'un nouveau corridor de transport beaucoup plus efficace et le plus accessible s'étendant de l'Océan Indien à l'Europe du Nord, et intégrant les systèmes ferroviaires des trois pays : Azerbaïdjan-Iran-Russie.

Notre pays développe en outre le corridor de transport Est-Ouest avec les pays partenaires de l'UE, de la Géorgie, de la Turquie, du Kazakhstan et de la Chine. En fait, l'Azerbaïdjan réactive l'ancienne Route de la Soie, qui va favoriser un transport de marchandises de la Chine vers l'Europe à la fois plus rapide, efficace et moins chère. J'ajouterais que l'Azerbaïdjan a récemment inauguré un gazoduc qui constitue une étape clé de la mise en place d'un « Corridor gazier Sud ». Ce gazoduc joue un rôle exceptionnel en ouvrant une route alternative et permettant d'assurer la sécurité énergétique à long terme des pays européens. Il vise à diversifier les sources d'approvisionnement gazier. Les premières livraisons en Europe devraient commencer en 2020.

Le projet du « Corridor gazier Sud » coûte plus de 40 milliards d'euros et les pays participant à ce projet – la Géorgie, la Turquie, la Grèce, l'Italie et l'Albanie – bénéficient déjà d'investissements directs dans le cadre des travaux de construction et de plus de 10 000 créations d'emplois.

**L.L.D. : L'année 2017 a marqué le 25<sup>e</sup> anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la France et l'Azerbaïdjan. Quel regard portez-vous sur la dynamique des relations bilatérales ?**

**S.E.M.R.M. :** Les relations bilatérales entre la France et l'Azerbaïdjan n'ont cessé de se renforcer et d'évoluer depuis l'indépendance de notre pays et l'établissement des relations diplomatiques en 1992. Le bilan de ces 25 dernières années est considérable tant sur le plan des relations culturelles, politiques, économiques que scientifiques. Sur ce dernier point, la création de l'UFAZ, et la signature d'un accord-cadre de coopération entre l'Académie nationale des sciences de la République d'Azerbaïdjan (ANSA) et l'Université de Montpellier lors de la visite officielle en France le 17 janvier 2018 du Ministre azerbaïdjanais des Affaires étrangères, M. Elmar Mammadyarov, sont des exemples qui illustrent parfaitement cette évolution et cette dynamique des échanges.

Certes nos pays se distinguent considérablement en termes de taille des territoires et de leur rôle dans la politique et l'économie mondiales, mais il existe des caractéristiques communes entre eux. Les identités azerbaïdjanaise et française sont basées sur la diversité, la tolérance, la synthèse entre la tradition et la modernité. Nos sociétés sont pluriculturelles, ouvertes à l'interaction des cultures et des religions, à l'échange des idées et des connaissances. Tout cela crée un climat favorable et des opportunités pour élargir la coopération dans les domaines de la science, de la culture et de l'éducation. ●



# L'Expo 2025 : un engagement national et international d'un pays du Sud

## ● Expo 2025 Bakou Azerbaïdjan : prochain chapitre de l'histoire de l'Azerbaïdjan

Par S.E.M. Elchin AMIRBAYOV,

Ambassadeur, Chef de la Délégation de l'Azerbaïdjan auprès du Bureau international des Expositions (BIE)



L'Azerbaïdjan est un pays dont les racines ancestrales remontent à l'époque de la Route de la Soie, lorsque les voyageurs et leurs marchandises exotiques sillonnaient notre territoire et partageaient tolérance religieuse et culturelle, commerce et échanges. De ces racines naît notre tradition d'hospitalité et de dialogue, aujourd'hui ancrée dans la culture azérie.

Notre histoire plus récente s'est révélée tout aussi formative : depuis la création, en 1918, de la première république laïque parlementaire du monde musulman, la République démocratique d'Azerbaïdjan (RDA), jusqu'à la restauration de l'indépendance de l'État d'Azerbaïdjan, en 1991. La RDA, dont nous célébrons le centenaire en 2018, fut également celle qui, parmi les premiers pays au monde, accorda des droits politiques aux femmes, dont le droit de vote.

Chacun des chapitres qui composent l'histoire contemporaine de l'Azerbaïdjan a permis de façonner le pays dynamique et ambitieux que nous sommes devenus aujourd'hui. Depuis 1991, nous avons profité de notre indépendance retrouvée pour canaliser notre énergie et nos ressources dans le développement de ce qui compte le plus : notre peuple.

Nous avons su mettre nos ressources naturelles à profit pour réaliser de remarquables progrès dans le domaine économique et pour investir massivement dans le développement de notre capital humain, conscients que seul un peuple heureux, en bonne santé et instruit peut constituer la base d'une nation prospère. Et nous sommes fiers de ce que nous avons pu accomplir en si peu de temps. De 2004 à 2014, notre PIB a triplé, faisant de la croissance de notre économie l'une des plus rapides au monde. Notre économie arrive en 35<sup>ème</sup> position, sur 137, dans le classement de l'indice de croissance de la compétitivité du Forum économique mondial pour la période 2017-2018.

Fort de ces succès, l'Azerbaïdjan est désireux d'écrire le prochain chapitre de son histoire, d'ouvrir le pays et de partager ses expériences avec le reste du monde.

En mai 2017, l'Azerbaïdjan s'est officiellement porté candidat pour accueillir l'Exposition universelle de 2025 dans la ville de Bakou, sa capitale. La décision du pays d'entrer en lice pour l'organisation de l'un des principaux événements mondiaux s'appuie d'une part, sur notre capacité avérée à accueillir de tels événements, comme nous avons su le démontrer à l'occasion de l'Eurovision 2012, des Jeux européens 2015, des Jeux de la solidarité islamique 2017, du Grand Prix de Formule 1 et de nombreux autres forums internationaux consacrés au dialogue interculturel et interreligieux. De plus, cette décision offre la possibilité d'inaugurer un nouveau chapitre pour l'Azerbaïdjan, une opportunité unique pour tous ceux qui participeront à l'Expo Bakou.

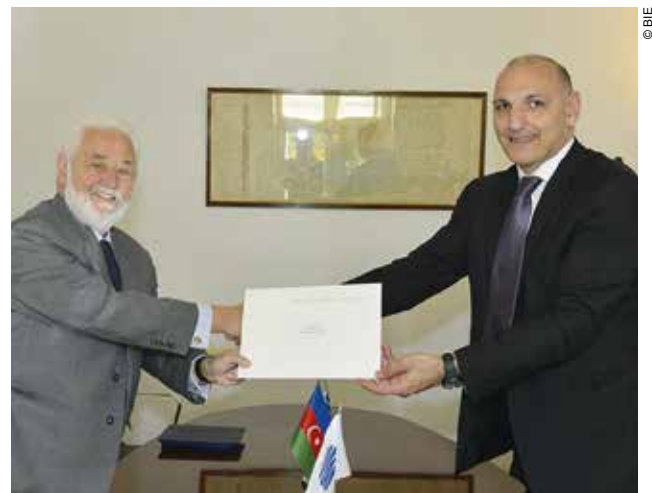
La ville de Bakou serait une destination inédite pour une Exposition universelle et permettrait de nous inscrire dans cette tendance récente propice aux nouvelles destinations choisies pour accueillir

les expositions universelles et spécialisées (Expo spécialisée Astana 2017, Expo universelle Dubaï 2020 et Expo spécialisée 2023 Buenos Aires). L'Exposition universelle serait ainsi à la portée d'un tout nouveau public dans une région inexplorée. Nous pourrions ainsi faire émerger de nouvelles opportunités économiques sur un nouveau marché grâce à la réunion de nombreux pays, pour la première fois, dans la ville de Bakou.

De plus, l'Azerbaïdjan deviendrait également le plus jeune pays à organiser une Expo. Et la nôtre serait conçue selon les besoins et aspirations de la jeunesse, de Bakou à Berlin, de Bamako à Buenos Aires.

Le thème que nous avons choisi pour l'Expo est : « Développement du capital humain, construction d'un avenir meilleur. » Ce thème, assorti des trois sous-thèmes que sont l'avenir de la santé, l'avenir de l'éducation et l'avenir du travail, s'inspire de notre expérience en tant que pays, mais répond également aux Objectifs de développement durable des Nations unies reconnus internationalement et qui s'appliquent, par conséquent, à tous les pays du monde, indépendamment de leur positionnement géographique ou de leur puissance économique.

L'Expo Bakou 2025 marquerait un tournant dans l'histoire de l'Azerbaïdjan car nous sommes bien décidés à faire de notre thème une réalité, à savoir tirer parti de cet événement pour développer notre capital humain par le biais de la création d'emplois, des investissements, de l'éducation et du débat. L'organisation d'une Exposition universelle constituerait un moteur pour l'essor de notre ville et laisserait une empreinte durable dans le développement et la culture de notre pays. Nous sommes convaincus que le thème, tout comme l'événement lui-même, permettraient à la communauté mondiale de mettre les citoyens au cœur du débat, dans la réflexion sur un avenir meilleur au profit de l'humanité toute entière.



Ancien Ambassadeur de l'Azerbaïdjan en France, S.E.M. Elchin Amirbayov, Ambassadeur, Chef de la délégation azerbaïdjanaise auprès du Bureau international des Expositions (BIE), remettant le 22 mai 2017 à M. Vicente G. Loscertales, Secrétaire général du BIE, la lettre du Président de la République, Ilham Aliyev, officialisant la candidature de Bakou à l'organisation de l'Exposition universelle 2025.



## ● « L'Azerbaïdjan à tant à offrir, de sa tradition d'hospitalité à ses merveilles historiques et naturelles »

Entretien avec M. Paul FOSTER,

Directeur exécutif du secrétariat opérationnel de l'Expo Bakou 2025



**La Lettre Diplomatique : Monsieur le Directeur exécutif, pour la première fois de son histoire, la République d'Azerbaïdjan a soumis sa candidature de ville-hôte à l'Exposition universelle 2025. Selon vous, quels sont les atouts du projet Expo Bakou 2025 par rapport aux trois autres villes candidates ?**

**M. Paul Foster :** J'ai eu le privilège, tout au long de ma carrière, de travailler sur plusieurs événements véritablement motivants. En tant que chef du protocole du Comité international olympique (CIO), j'ai connu des journées mémorables dans des villes telles qu'Athènes, Pékin, Guatemala et Londres. Chaque événement était spécial et porteur de caractéristiques uniques pour le mouvement olympique établi.

Je suis venu en Azerbaïdjan pour la première fois en 2013 pour travailler sur les premiers Jeux européens de 2015. J'y suis ensuite revenu pour travailler sur les Jeux de la solidarité islamique, en 2017. L'enseignement que je retire de ces expériences est que l'organisation d'un événement d'envergure mondiale, telle qu'une Expo universelle,

**L.L.D. :** Membre du BIE depuis 2008, l'Azerbaïdjan a participé à sa première Expo universelle à Hanovre, en 2000. Dans quelle mesure cette expérience, et en particulier le succès remporté par le pavillon de l'Azerbaïdjan à Milan, a-t-elle contribué à la naissance du projet d'Expo Bakou 2025 ? Quelles sont les initiatives envisagées pour promouvoir la candidature et l'élection de Bakou comme ville-hôte par le BIE, en novembre 2018 ?

**P.F. :** L'Azerbaïdjan participe au mouvement Expo depuis 2000, témoignant ainsi du rôle unique que jouent les Expos dans le rassemblement des nations, l'encouragement au dialogue et au partage de nouvelles idées. Je peux dire avec fierté que la passion pour les Expos qui est la nôtre a été dûment reconnue. À cette date, nous avons participé à six Expos et nous avons remportés huit prix.

Notre pavillon durable, primé à l'Expo Milan 2015, a accueilli plus de 3 millions de visiteurs et a été qualifié par la presse « d'absolument magnifique ». Ce pavillon est en cours d'implantation permanente sur le front de mer de Bakou, où il continuera à instruire et divertir le public.

Ce sont ces succès qui nous ont conduit à nous porter candidat à l'organisation de l'Expo universelle 2025. Quant à promouvoir notre candidature, la procédure à suivre est claire. Lors de nos réunions bilatérales, nous parlons de l'Azerbaïdjan et de Bakou aux autres nations et nous expliquons le thème que nous avons choisi. Nous expliquons également que nous proposons une Expo répondant à une approche véritablement rentable, argument dont nous savons combien il est important. En parallèle, nous informons les citoyens azerbaïdjanais sur l'Expo et communiquons à l'ensemble du monde que Bakou est une destination formidable. Il est toujours gratifiant d'observer la réaction des visiteurs qui viennent pour la première fois à Bakou et découvrent notre délicieuse gastronomie et une histoire remontant au XVII<sup>ème</sup> siècle, un pays traversé par neuf zones climatiques comprenant montagnes et plages, et partent à la rencontre d'une nation dont la culture repose sur l'hospitalité.

**L.L.D. :** Le thème du projet d'Expo universelle Bakou « Développement du capital humain, construction d'un avenir meilleur » est le seul qui insiste réellement sur l'individu. Comment expliquez-vous le choix de ce thème et sa singularité ? Quels liens établissez-vous entre ce thème et la célébration du 10<sup>ème</sup> anniversaire de l'adoption des Objectifs du développement durable (ODD) des Nations unies en 2025 ?

**P.F. :** Lors de la conférence de presse de la Mission d'enquête du BIE, le Président du comité exécutif du BIE, l'Ambassadeur Jai-chul Choi a qualifié notre thème d'important et de pertinent pour le monde entier.

La technologie impose une transformation sociétale où que nous soyons, tandis que les nations émergentes et en développement se heurtent à des difficultés dans certains domaines tels que la santé et l'éducation. Notre thème aborde ces questions de plein fouet. À l'ère des mutations, il est essentiel de placer l'individu et son bien-être au cœur de notre réflexion.

L'échéancier prévu pour l'Expo permet aux pays participants d'évaluer leurs progrès à l'aune des Objectifs du développement durable (ODD) des Nations unies, lesquels doivent être atteints à l'horizon 2030, et de partager l'expérience de l'Azerbaïdjan dans la bonne mise en œuvre des objectifs de développement du millénaire des Nations unies pour lequel le pays s'est vu remettre un prix en 2015.

**L.L.D. :** Le site de l'Expo universelle, configuré comme une étoile à huit branches, emblème national de l'Azerbaïdjan, sera construit à l'est de la ville de Bakou. Que pouvez-vous nous dire des autres caractéris-



Après avoir accueilli 3 millions de visiteurs, le pavillon de l'Azerbaïdjan conçu à l'occasion de l'Exposition universelle 2015 à Milan, est en cours de réimplantation sur le front de mer de Bakou.

impose de savoir identifier les éléments constitutifs du mouvement, lesquels doivent être préservés et renforcés, et de les agrémenter d'éléments propres au pays-hôte, afin de parvenir à quelque chose qui soit à la fois authentique d'un point de vue local, tout en restant pertinent pour le reste du monde. C'est ce qu'offre notre candidature. Nous allons proposer des infrastructures et un service de première catégorie dans le cadre d'un thème – le développement du capital humain – qui traduit à la fois l'histoire récente de l'Azerbaïdjan et parle aux pays du monde entier, petits et grands. Notre candidature est celle d'une nation en développement qui a le vent en poupe et qui réunit les conditions nécessaires à la tenue d'une manifestation mondiale de cette nature.

Ce message a résonné avec force auprès de la Mission d'enquête des Membres du Bureau international des expositions (BIE), lors de sa visite à Bakou, en avril 2018. Ils ont pu observer personnellement que cette candidature est cohérente avec les projets de croissance de la ville de Bakou, qu'elle aborde un thème pertinent à l'échelle mondiale et qu'elle bénéficie du soutien de l'ensemble de la société, allant de la jeunesse au monde des entreprises en passant par le milieu universitaire.

## Bakou cherche à consacrer son statut de hub international

Plus d'un an après le dépôt de sa candidature, Bakou entre dans la dernière ligne droite de la course pour l'organisation de l'Exposition universelle 2025. Comme pour les deux autres candidatures concurrentes (d'Osaka et d'Ekaterinbourg), l'Azerbaïdjan a jusqu'en novembre 2018 pour convaincre. Les délégués des 170 pays membres du Bureau international des Expositions (BIE) seront alors réunis à Paris à l'occasion de la 164<sup>ème</sup> assemblée générale de l'organisation avec pour charge de les départager.

Plus grande ville du Caucase, Bakou peut se prévaloir d'être un carrefour culturel et religieux, au bord de la mer Caspienne. Elle est aussi la capitale d'un pays ayant accompli d'immenses progrès économiques en un temps record. En l'espace d'une quinzaine d'années de croissance exponentielle, avant le contrecoup de l'effondrement des cours du pétrole, une grande partie de la manne générée par ses ressources en hydrocarbures a été investie dans la réduction de la pauvreté et le développement du système scolaire et de formation professionnelle. Une expérience que le gouvernement azerbaïdjanais met pleinement en avant à travers le thème de sa candidature à l'organisation de l'Exposition universelle 2025 : « Développement du capital humain, construction d'un avenir meilleur ». Ce dernier, développé autour de trois axes (le talent, la vitalité et la réalisation), aurait pour objectif de montrer comment les savoir-faire de chacun peuvent être valorisés au profit de tous.

Le succès de cette candidature ferait de l'Azerbaïdjan le premier pays de l'Europe de l'Est, y compris du Caucase, à organiser une Exposition universelle, confortant sa capacité à accueillir des événements internationaux d'envergure. À coup sûr, il stimulerait également son attractivité touristique, secteur d'activité sur lequel il mise pour favoriser la diversification de ses sources de croissance économique. Selon les estimations, l'Expo Bakou 2025 pourrait séduire quelque 18 millions de visiteurs dont 8 millions d'étrangers. Alors que le pays compte déjà six aéroports internationaux, elle ne manquerait pas d'accroître davantage sa connectivité internationale. Une dynamique qui serait sans aucun doute bénéfique pour les entreprises azerbaïdjanaises et étrangères. **RL**



Mme Mehriban Aliyeva, Première Vice-Présidente de la République d'Azerbaïdjan, participant à une réception organisée le 14 novembre 2017 à Paris en l'honneur de la candidature de Bakou pour accueillir l'Exposition universelle en 2025.

**tiques de ce projet ? Dans quelle mesure reflète-t-il le thème de l'Expo Bakou 2025 ? En cas de victoire de la candidature de l'Azerbaïdjan, que prévoyez-vous pour le site, une fois l'exposition terminée ?**

**P.F.** : La richesse de l'histoire et de la culture singulière de l'Azerbaïdjan sont au cœur du site de l'Expo Bakou. L'étoile à huit branches symbolise l'indépendance du pays et son héritage.

L'héritage de l'Expo est au cœur de notre projet. Le pavillon national de l'Azerbaïdjan sera l'élément visuel central du site, en plein cœur d'un parc naturel. C'est précisément ce magnifique parc que l'Expo léguera à la ville de Bakou, dans le droit fil de la Grande exposition de Londres de 1851 et de l'Exposition universelle de Paris de 1889. C'est, selon nous, une approche résolument humaine permettant d'améliorer le quotidien de tout un chacun.

**L.L.D.** : Situé au cœur du Caucase, à la croisée des civilisations orientales et occidentales, l'Azerbaïdjan souhaite approfondir sa tradition d'ouverture. Quelles retombées attendre de l'Expo Bakou 2025 ? Quel rôle jouera-t-elle sur la diversification de l'économie, en particulier sur le développement du tourisme et du tourisme d'affaires ?

**P.F.** : Je décris souvent Bakou comme un magnifique et précieux joyau encore méconnu. Le pays a tant à offrir, de sa tradition d'hospitalité à ses merveilles historiques et naturelles. Au cours des dix dernières années, le nombre de visiteurs a doublé, passant à plus de 2 millions de personnes par an. Accueillir l'Expo abondera nécessairement dans ce sens. L'Azerbaïdjan est une toute nouvelle destination pour les expositions universelles. Ni l'Afrique, ni notre région n'ont jamais accueilli ce type de manifestation internationale et Bakou est une destination à la fois intéressante, sûre et pratique pour y organiser l'Expo universelle en 2025.

L'Expo permettra d'accélérer le développement des infrastructures ainsi que bien d'autres initiatives économiques, de stimuler l'investissement des entreprises internationales, tandis que les investissements annexes réalisés dans le domaine des transports permettront de faire renaître les traditions de cette ancienne Route de la Soie, faisant de Bakou la première ville capitale située sur son tracé, à organiser une Expo universelle, et de démontrer ainsi l'importance géopolitique croissante de l'Azerbaïdjan.

Enfin, notre Expo sera une source d'inspiration pour les peuples à travers le monde, riche d'idées, d'ambition et d'histoires. Nous avons l'intention d'organiser une Expo universelle exceptionnelle qui marquera durablement les esprits. ●



Épousant la forme d'une étoile à huit branches, emblème national de l'Azerbaïdjan, le site envisagé pour organiser l'Exposition universelle 2025 dans le cadre de la candidature de Bakou, est prévu au cœur d'un parc naturel à l'est de la capitale azerbaïdjanaise.

## ● L'Exposition universelle 2025 : la viabilité de la candidature de Bakou définitivement validée

Par Mme Ulkar MULLER,

Membre du Secrétariat des Opérations de l'Expo 2025 Bakou

Les 12 et 13 juin 2018 s'est tenue à Paris la 163<sup>ème</sup> Assemblée générale du Bureau international des Expositions (BIE) en présence des Délégués des États membres. Suite à l'approbation par l'Assemblée générale de la viabilité des candidatures l'organisation de l'Exposition universelle 2025, les projets ont été présentés ainsi que les rapports des Organisateur des Expositions à venir.

La délégation azerbaïdjanaise était présidée par son Premier Ministre Novrouz Mammadov, signe fort de l'engagement du pays dans la candidature de sa capitale. Cette délégation comprenait également la présence de M. Samir Sharifov, Ministre azerbaïdjanais des Finances et Président du Comité de candidature de l'Expo 2025 Bakou, de l'Ambassadeur Elchin Amirbayov, Assistant du 1<sup>er</sup> Vice-Président de la République d'Azerbaïdjan et Chef de la délégation azerbaïdjanaise auprès du BIE, et du Dr Maryam Gafar-zada, Responsable du thème sur la Vitalité.

En soulignant le fait que Bakou est prêt à accueillir l'Exposition universelle 2025, M. Novrouz Mammadov, a ajouté : « Si notre candidature est retenue, nous serons la première ville de la région d'Europe de l'Est, y compris du Caucase, et également de la Mer Caspienne à accueillir une Exposition universelle.

L'Expo Bakou est entièrement cohérente avec notre stratégie nationale d'investir dans le développement du capital humain comme moteur central de la croissance nationale. La décision de proposer le thème « Développement du capital humain, construction d'un avenir meilleur » est basée sur notre expérience et sur les mesures que nous avons mises en oeuvre pour évoluer et croître.

Nos efforts ne sont pas passés inaperçus. En 2015, l'Azerbaïdjan a été honoré du Prix Sud-Sud pour avoir mis en oeuvre avec succès les Objectifs du Millénaire pour le Développement des Nations unies, comprenant l'amélioration du bien-être de la population.

L'Expo à Bakou offrira au BIE une opportunité de s'impliquer auprès de nouveaux publics sur un nouveau marché. Elle offrira la chance d'écrire de nouvelles histoires, dans une nouvelle région, dans une ère nouvelle. Nous avons la conviction que Bakou est la bonne ville, au bon moment. »

M. Samir Sharifov a, quant à lui, présenté l'engagement de l'Azerbaïdjan à l'égard des participants étrangers sans l'implication totale et le dévouement desquels la prestation réussie de l'Expo Bakou ne pourra être possible. « Afin d'assurer la participation des pays en développement, a-t-il déclaré, notre programme d'aide prendra en charge jusqu'à 90 pays en développement – basé sur

des critères définis par la méthodologie acceptée par les Nations unies. J'aimerais souligner que notre budget d'assistance comprend tous les paramètres et inclut la construction et le loyer gratuit des pavillons, mais aussi l'aménagement, le mobilier, l'agencement, le design spécifique, les technologies de l'information, les services publics, les célébrations de la fête nationale et d'autres frais. » Il a également ajouté : « Au cours des dernières années, l'Azerbaïdjan a investi considérablement dans l'organisation de grands événements. Au cours de la dernière décennie, plus de 40 000 bénévoles ont déjà contribué à des événements majeurs dans notre pays. En 2025, nous prévoyons que la demande augmente davantage. Tous les aspects de notre vision et de la planification commencent et terminent avec le capital humain. »

Pour sa part, M. Elchin Amirbayov a présenté les plans pour le site de l'Expo 2025 Bakou dont le terrain se trouve à moins de 30 minutes en voiture depuis le centre de Bakou et à seulement 10 minutes depuis l'aéroport international. Le terrain, propriété du gouvernement d'Azerbaïdjan, se trouve à environ 20 km à l'est de la ville, sur une superficie de 295 hectares. L'Expo Village qui fait partie intégrante du plan, disposera de 5 000 lits, exclusivement dédiés aux participants internationaux et intégrant des aménagements urbains variés, notamment des espaces publics, des jardins communs et des points de vente. « Comme l'a souligné la Mission d'enquête du BIE, notre plan directeur est bien avancé pour cette étape de préparation et bien pensé du point de vue des visiteurs et des participants. La durabilité est au cœur de notre pensée, de la conception du site et des opérations, jusqu'aux conséquences et bénéfices de l'héritage du parc. » a-t-il mentionnée.

Dans son intervention, Dr Maryam Gafar-zada, Responsable du thème sur la Vitalité, est revenue sur le thème de l'Expo 2025 Bakou. « Nous avons mis au point trois sous-thèmes qui redéfinissent le thème central de manière originale et stimulante : « Talent : l'avenir de l'éducation », « Vitalité : l'avenir de la santé » et « Réalisation : l'avenir du travail.

Le Talent fait référence à nos aptitudes innées, nos capacités créatives, ce que nous savons tout simplement faire. Le talent sous-jacent est la notion de la plénitude de la vie et de notre capacité à nous adapter, ce qui nous permet de développer et de réaliser notre potentiel même lorsque les conditions ne sont pas parfaites.

La seconde qualité du capital humain est la Vitalité, le moteur du talent. La Vitalité fait référence à la possibilité de mettre nos talents en action, grâce à un certain nombre de « conditions associées » favorables. Elles peuvent être environnementales, culturelles ou centrales pour la santé de la population mondiale.

Et enfin la Réalisation, qui fait référence à l'aspiration à obtenir de nouveaux résultats. La Réalisation est produite lorsque le Talent et la Vitalité s'unissent pour atteindre des objectifs précis.

Le sous-thème Talent se rapporte à l'Objectif de Développement durable (ODD) n° 4 : une Éducation de qualité, et à l'ODD n° 5 : Égalité des sexes. Le sous-thème Vitalité se rapporte à l'ODD n° 3 : Bonne santé et bien-être, et à l'ODD 11 : Villes et communautés durables. Et le sous-thème Réalisation se rapporte à l'ODD n° 8 : Travail décent et croissance économique, et à l'ODD n° 9 : Industrie, innovation et infrastructures.

J'aimerais terminer avec une citation que j'ai toujours trouvée inspirante. « Un rêve que vous faites seul n'est qu'un rêve. Un rêve que vous faites ensemble est la réalité. »  
Merci de nous aider à rêver ensemble. »



À gauche, le Premier Ministre azerbaïdjanais, M. Novrouz Mammadov et M. Samir Sharifov, Ministre des Finances. À droite, Dr Maryam Gafar-Zada, Responsable du thème sur la Vitalité, le 12 juin 2018 à Paris, à l'occasion de la 163<sup>ème</sup> Assemblée générale du Bureau international des Expositions (BIE).

# ● Les nouveaux horizons du partenariat entre l'Azerbaïdjan et l'UNESCO

Par S.E.M. Anar KARIMOV,

Ambassadeur, Délégué permanent de l'Azerbaïdjan auprès de l'UNESCO



L'Azerbaïdjan est devenu membre de l'UNESCO le 3 juin 1992 et depuis nous entretenons une coopération très efficace avec cette organisation.

La culture riche et ancestrale de l'Azerbaïdjan a pu dépasser ses frontières et devenir une partie intégrante du patrimoine culturel mondial grâce à cette coopération.

Nous avons eu la possibilité d'échanger, par l'intermédiaire de l'UNESCO, avec d'autres pays dans les domaines de l'éducation, la science et la culture.

Je tiens à souligner le rôle important de la Première Vice-présidente de l'Azerbaïdjan, Mme Mehriban Aliyeva, dans le développement des relations avec l'UNESCO. Sa contribution dans les domaines de la culture, de la musique, de la poésie, de l'éducation et des échanges entre les différentes cultures, a été hautement appréciée par l'UNESCO. En 2004, elle fut nommée à ce titre Ambassadrice de bonne volonté de l'Organisation.

Grâce à la politique culturelle du gouvernement azerbaïdjanais qui répond également aux idéaux de l'UNESCO, plusieurs sites historiques et savoir-faire du pays ont été inclus sur la liste du patrimoine culturel matériel et immatériel de l'humanité. À titre d'exemple, je peux citer *La Cité fortifiée de Bakou* avec le *Palais des Chahs de Chirvan* et *la Tour de la Vierge*, le site préhistorique de Gobustan, le *mougham* azerbaïdjanais, l'art des *Ashiqs*, l'art du tissage du tapis, le *Tchovqan*, jeu équestre traditionnel pratiqué à dos de chevaux Karabakh, la tradition de la préparation et du partage du dolma etc.

Le Président de l'Azerbaïdjan, S.E.M. Ilham Aliyev, a lancé en 2008 le fameux « Processus de Bakou » visant à promouvoir le dialogue et la compréhension interculturels dans le monde entier. En 2018, nous célébrons le 10<sup>ème</sup> anniversaire de cette initiative majeure, devenue une véritable plateforme mondiale du dialogue interculturel. C'est dans le cadre du « Processus de Bakou » que l'Azerbaïdjan accueille tous les deux ans le Forum mondial sur le Dialogue interculturel soutenu par l'UNESCO.

L'UNESCO accueillant différents types d'événements culturels internationaux, nous avons pu célébrer à Paris, au sein de son siège, le 500<sup>ème</sup> anniversaire du grand poète azerbaïdjanais Muhammed Fuzuli, le 1300<sup>ème</sup> anniversaire de l'épopée Dede Gorgud, les 100<sup>ème</sup> anniversaires de l'académicien Yusif Mammadaliyev, de l'écrivain et le scientifique Mir Jalal Pashayev, du premier opéra en Orient d'Uzeyir Hadjibeyli, *Leyli et Mejnun*, de l'écrivain Ilyas Afandiyev, ou encore du Grand poète et penseur soufi Nassimi etc.

J'ajoute à cette liste une exposition et un concert consacrés au bicentenaire de l'arrivée des Allemands dans le Caucase du Sud, en particulier en Azerbaïdjan. Cet événement était également un appel commun émanant du pays et de l'Organisation en faveur d'une culture de paix, de la cohabitation pacifique et du respect mutuel entre les différentes ethnies et religions.

L'Azerbaïdjan a signé en 2013 avec l'UNESCO l'accord-cadre sur la coopération

dans le domaine de l'éducation, des sciences, de la culture et de la communication. Grâce au Fonds spécial créé en vertu de cet accord, plusieurs projets ont été mis en œuvre en Afrique, notamment trois projets sur l'éducation des filles au Kenya, en Tanzanie, en Ouganda et un projet sur l'enseignement et la formation technique et professionnelle au Libéria. Des projets au Bangladesh et au Guatemala sur le renforcement des capacités institutionnelles nationales de ces États en matière de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, ainsi que des projets sur la science en Asie centrale, et de dialogue interculturel sont également financés par mon pays et sont en cours de réalisation. De plus, l'Azerbaïdjan a contribué à la consolidation des capacités humaines de la Convention de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel et a financé l'édition du manuel militaire sur la protection des biens culturels en cas de conflit armé lancé en décembre 2016 grâce à sa contribution.

Nous sommes ces derniers temps les témoins de phénomènes négatifs comme le terrorisme, l'extrémisme violent, le séparatisme ou encore le « nettoyage culturel ». La destruction des monuments culturels est l'une des principales conséquences de ces tendances. Malheureusement, l'Azerbaïdjan a rencontré ce problème il y a déjà plus de 25 ans et celui-ci persiste à ce jour. Tous les monuments – musées, mosquées, cimetières, etc. qui se trouvaient dans le Haut Karabakh et les sept régions adjacentes, et qui sont des territoires occupés de l'Azerbaïdjan par l'Arménie, ont été sauvagement détruits.

Je pense que l'UNESCO et le monde entier doivent être actifs pour protéger l'héritage culturel en particulier en cas de conflit armé, d'occupation territoriale ou de catastrophe naturelle.

Nous espérons que cette coopération mutuellement bénéfique sera encore renforcée dans le cadre du mandat de la Directrice générale de l'UNESCO, Mme Audrey Azoulay. L'Azerbaïdjan reste attaché aux valeurs et aux principes de l'UNESCO et il est prêt à soutenir la nouvelle Directrice générale dans l'accomplissement de son éminente mission.



Mme Mehriban Aliyeva, Première Vice-Présidente de la République d'Azerbaïdjan et Ambassadrice de bonne volonté de l'UNESCO, lors de son entretien avec Mme Audrey Azoulay, Directrice générale de l'UNESCO, à Paris, le 18 mai 2018.





© Presidency of the Azerbaijan Republic

Devant plus de 500 invités dont plusieurs chefs d'État et de gouvernement, le Président azerbaïdjanais Ilham Aliyev a inauguré le 15 mars 2018 le 6<sup>ème</sup> Forum global de Bakou.

## ● « L'UNESCO a accompagné fidèlement le Processus de Bakou dès ses débuts »

Par Mme Ann-Belinda PREIS,

Chef de la Section du Dialogue interculturel, Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO



Nous vivons dans un monde de diversité, de plus en plus connecté. Le dialogue intra- et interculturel est plus que jamais nécessaire. Les opportunités d'échanges et de connexions le rendent indispensable. À cet égard, le gouvernement de la République d'Azerbaïdjan a assumé, en lançant le Processus de Bakou, un rôle de leader du dialogue interculturel au cours de la dernière décennie. Ce processus dénommé Processus de Bakou, a permis aux dirigeants politiques, culturels et religieux de la région et du monde entier de se rassembler régulièrement pour promouvoir le dialogue interculturel et interreligieux.

Fort de son mandat auprès des Nations unies, l'UNESCO a accompagné fidèlement le Processus de Bakou dès ses débuts en 2008, priorisant le dialogue et l'interculturalisme à travers ses propres programmes. La plateforme d'échanges, de réflexions et de pratiques procurée via le Processus de Bakou a également inspiré les travaux de l'UNESCO et l'a positionnée au premier plan sur l'échiquier mondial en matière de dialogue interculturel, notamment dans le cadre de la mise en œuvre de la *Décennie internationale du rapprochement des cultures* (2013-2022), pour laquelle l'UNESCO a été désignée chef de file au sein du Système des Nations unies.

Pour avancer avec des actions concrètes en faveur de la diversité, nous devons adopter de nouvelles approches afin d'interagir

à tous les niveaux, nous avons besoin de nouveaux partenariats entre gouvernements, société civile et secteur privé, nous devons responsabiliser hommes et femmes vis-à-vis de l'inclusion, avec comme objectif de parvenir à la justice sociale.

Pour faciliter de telles rencontres et innovations, le Forum mondial sur le dialogue interculturel consiste en l'évènement biennal le plus marquant du Processus de Bakou organisé par l'Azerbaïdjan. L'UNESCO en a été l'un de ses principaux contributeurs. À titre d'exemple, lors de la 4<sup>ème</sup> édition du Forum en 2017, l'UNESCO a organisé 13 panels et sessions portant sur des sujets tels que la prévention de la radicalisation des jeunes sur Internet, le rôle central de l'éducation pour prévenir l'extrémisme violent, la responsabilisation des jeunes à travers le dialogue interculturel, une plus grande connaissance de l'art et de la culture arabe, le potentiel des ressources en ligne, l'héritage arabo-musulman en Occident, la mobilisation du sport comme outil de dialogue, ainsi que l'histoire du travail en faveur de la paix par le Système des Nations unies.

Ces initiatives d'envergure internationale constituent une base importante pour l'élaboration de politiques publiques innovantes, capables de relever les défis de sociétés qui prennent davantage conscience de leur diversité, grâce à une multitude de paramètres. De telles plateformes internationales permettent également de sensibiliser décideurs et grand public sur la gestion de la diversité, et de forger les concepts dont nous avons besoin pour vivre en paix.



# Une diplomatie active et multiforme

## ● Un engagement pour la paix et la sécurité internationales

Par S.E.M. Yashar ALIYEV,

Ambassadeur, Représentant permanent d'Azerbaïdjan auprès de l'ONU



**D**epuis son admission aux Nations unies le 2 mars 1992, l'Azerbaïdjan a constamment contribué aux activités de l'Organisation et a consolidé son rôle aux niveaux régional et international.

Le 24 octobre 2011, l'Azerbaïdjan a été élu pour deux ans en tant que membre non-permanent du Conseil de sécurité de l'ONU – l'institution la plus puissante du monde œuvrant au maintien de la paix et de la sécurité – et a remporté ce siège attribué au Groupe des États de l'Europe orientale durant le vote à l'Assemblée générale de l'ONU.

Initialement, quatre pays étaient candidats au seul siège dont dispose le groupe régional susmentionné : l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Hongrie et la Slovénie. L'Arménie a retiré sa candidature quelques mois avant les élections. Parmi les trois pays restant, la Hongrie s'est retirée après le premier tour, étant le pays à avoir obtenu le moins de voix. La compétition a ainsi eu lieu entre l'Azerbaïdjan et la Slovénie. L'Azerbaïdjan a remporté le siège à l'issue de 17 tours de scrutin grâce aux votes des 155 États membres de l'ONU.

L'Azerbaïdjan participe activement aux travaux du Conseil de sécurité qu'il a présidé par deux fois. La pièce maîtresse de la présidence azerbaïdjanaise fût, en mai 2012, une réunion de haut niveau présidée par le Président de l'Azerbaïdjan Ilham Aliyev, pour le renforcement de la coopération internationale en vue du déploiement des obligations en matière d'action anti-terroriste.

Dans le cadre de sa deuxième présidence en octobre 2013, l'Azerbaïdjan a organisé, pour la première fois de l'histoire du Conseil de sécurité, une réunion de haut niveau entre l'ONU et l'Organisation de la Coopération islamique (OIC) pour le renforcement des synergies



Le Secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres accueillant le 20 septembre 2017 le Président azerbaïdjanais Ilham Aliyev à l'occasion de l'Assemblée générale de l'organisation.

de partenariat. Deux déclarations présidentielles ont été adoptées au Conseil de sécurité à l'issue des deux rencontres.

L'Azerbaïdjan attache une importance capitale à la promotion du dialogue interculturel et interreligieux aux niveaux national et international. Dans le cadre de nos activités dans ce domaine au sein de l'ONU, nous avons accueilli en avril 2016, le 7<sup>ème</sup> Forum global de l'ONU pour l'Alliance des civilisations. Par ailleurs, le Secrétaire général et l'Assemblée générale de l'ONU ont reconnu les efforts de l'Azerbaïdjan dans ce domaine, notamment le rôle important joué par le « Processus de Bakou » au niveau international.

L'Azerbaïdjan est également un membre actif du Mouvement des non-alignés (NAM). Lors du dernier sommet du NAM qui s'est tenu au Venezuela en septembre 2016, une décision a été adoptée de manière unanime concernant l'approbation de la candidature de l'Azerbaïdjan pour l'accueil du prochain sommet du NAM en 2019 et la présidence de son Bureau de coordination pour les trois années suivantes. En avril 2018, la 18<sup>ème</sup> Réunion ministérielle de mi-parcours du NAM a été organisée à Bakou sous le thème « Promouvoir la paix et la sécurité internationales pour un développement durable ». Le document final, la Déclaration de Bakou, la Déclaration politique sur la Palestine et la Déclaration spéciale sur le Centenaire de la naissance de Nelson Mandela, ont été adoptés à l'issue de la Conférence. Les Ministres ont également grandement apprécié l'attachement de l'Azerbaïdjan à la Charte des Nations unies et au droit international. Ils ont exprimé leur solidarité avec notre pays à l'égard de nos défis et initiatives, et leur soutien à la souveraineté, à l'intégrité territoriale et à l'indépendance de l'Azerbaïdjan.

Notre pays est désireux de poursuivre ses efforts de contribution à la paix et à la sécurité, de renforcement de l'ordre international, du développement durable et du dialogue entre les cultures.

© Azerbaijan Ministry of Foreign Affairs



Le Ministre azerbaïdjanais des Affaires étrangères Elmar Mammadyarov ouvrant le 17 avril 2018 les débats de la Conférence ministérielle du Mouvement des Non-Alignés (NAM).



## ● Azerbaïdjan-Conseil de l'Europe : une coopération sur la base de valeurs mutuelles

Par S.E.M. Emin EYYUBOV,

Ambassadeur, Représentant permanent de l'Azerbaïdjan auprès du Conseil de l'Europe



Après avoir rétabli son indépendance étatique sur la base des idéaux proclamés par la République Démocratique d'Azerbaïdjan (RDA) en 1918, l'Azerbaïdjan a adhéré en tant que membre à part entière de la famille européenne au Conseil de l'Europe le 25 janvier 2001, date à laquelle notre drapeau tricolore a été hissé par notre Leader national Heydar Aliyev devant le siège de l'Organisation.

Cette adhésion au Conseil de l'Europe, qui partage et promeut les principes fondamentaux des droits de l'homme, de la démocratie et de l'État de droit, a représenté le point de départ d'une nouvelle période. Elle a ouvert de nouvelles possibilités dans son partenariat avec les institutions européennes et a contribué à renforcer son image et son influence sur la scène internationale.

L'adhésion de l'Azerbaïdjan au Conseil de l'Europe a donné à notre jeune démocratie l'opportunité d'y recourir comme une tribune et une plateforme en vue de mieux faire connaître à la communauté internationale les problèmes auxquels elle est confrontée. Au cours des 17 dernières années, l'Azerbaïdjan, devenu partie de l'espace juridique unique européen en adhérant à plus de 60 instruments juridiques du Conseil de l'Europe, a accompli des efforts continus pour perfectionner sa législation en matière de droits de l'homme, de démocratie et d'État de droit et de la rendre plus conforme aux standards européens.

Durant ces années, l'Azerbaïdjan a réussi à bâtir une société démocratique au sein de laquelle les droits de l'homme et les libertés fondamentales sont garantis : la presse et les institutions indépendantes ainsi que la société civile œuvrent en toute liberté. La coopération avec le Conseil de l'Europe, fondée sur des relations mutuellement avantageuses, a joué un rôle essentiel dans ce processus.

La présidence azerbaïdjanaise du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, qui s'est étendue sur six mois, de mai à novembre 2014, a marqué l'une des pages les plus importantes de l'adhésion de notre pays au Conseil de l'Europe. Cette présidence du Comité des

Ministres, l'instance de décision de l'Organisation et sa structure de discussion des problèmes et des menaces actuels rencontrés dans l'espace qu'elle couvre, a revêtu une importance cruciale pour la promotion des objectifs généraux de l'Organisation.

Durant sa présidence, l'Azerbaïdjan a déployé des efforts importants pour faire avancer les objectifs de l'Organisation en matière de droits de l'homme, de démocratie et d'État de droit. Lors de la définition des priorités de la présidence, l'Azerbaïdjan a accordé une attention particulière aux questions les plus actuelles figurant à l'ordre du jour du Conseil de l'Europe, ainsi qu'aux problèmes et aux menaces auxquels sont confrontés les pays membres. En outre, des réalisations et des avantages comparatifs de l'Azerbaïdjan dans certains domaines essentiels ont été mis en avant.

La lutte contre la corruption, qui a produit des résultats significatifs grâce aux réformes entreprises au niveau national, a été désignée comme une des principales priorités de la présidence. De plus, un certain nombre d'événements organisés en Azerbaïdjan dans le cadre d'une autre priorité, destinée à consolider des sociétés culturellement diverses, ont permis de mieux connaître son climat de tolérance et son modèle de coexistence réussie avec la démonstration de l'importance accordée au dialogue interculturel et interreligieux.

Le soutien aux activités du Conseil de l'Europe pour garantir la prospérité et la cohésion sociale, ayant une importance particulière dans l'édification de sociétés stables et florissantes sur le continent européen, n'est pas passé inaperçu. À travers les événements organisés, la présidence azerbaïdjanaise a mis l'accent sur les questions visant la protection des droits de l'homme pour les groupes vulnérables et l'accès de chaque individu aux droits sociaux sans aucune discrimination.

De surcroît, l'Azerbaïdjan a réussi à focaliser l'attention sur l'éducation aux droits de l'homme et à la citoyenneté démocratique. Ainsi, notre pays a mené à bien le programme de sa présidence avec près de 20 événements organisés tant sur son territoire qu'à Strasbourg, consacrés aux questions mentionnées, à la mise en œuvre effective de la Convention européenne des droits de l'homme

(CEDH), notamment au soutien et à la promotion de la politique de voisinage régissant la coopération du Conseil de l'Europe avec des partenaires importants des régions voisines.

En outre, la présidence azerbaïdjanaise a contribué à atteindre les objectifs de l'Organisation. Elle a aussi permis d'accroître l'efficacité des travaux accomplis dans les domaines concernés et a joué un rôle sans précédent dans l'approfondissement de la coopération de l'Azerbaïdjan avec le Conseil de l'Europe.

Attachant de l'importance au renforcement des relations avec le Conseil de l'Europe, l'Azerbaïdjan est partisan du développement de cette coopération sur la base de la compréhension et du respect mutuels, et de manière constructive et efficace. De ce point de vue, l'Azerbaïdjan, pays qui partage les valeurs du Conseil de l'Europe, se dit prêt à apporter sa précieuse contribution à la promotion durable de ces valeurs.



Le Vice-Ministre azerbaïdjanais des Affaires étrangères Mahmud Mammad-Guliyev (au centre) en compagnie du Secrétaire général du Conseil de l'Europe Thorbjørn Jagland et du Ministre danois des Affaires étrangères et Président du Comité des Ministres, le 18 mai 2018, à l'occasion du 128<sup>ème</sup> Session du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe.

# ● L'Azerbaïdjan et les Objectifs du développement durable : une vision de l'avenir

Par M. Fariz ISMAILZADE,  
Vice-recteur de l'Université ADA



Il y a seulement deux décennies, mon pays, l'Azerbaïdjan, luttait contre la pauvreté, le chômage et le nombre croissant de déplacés internes des territoires occupés du Haut-Karabakh et des régions environnantes. L'avenir de la nation était menacé. La guerre civile et l'effondrement économique avaient aggravé la situation.

Aujourd'hui, l'Azerbaïdjan est fièrement présenté comme l'une des « success stories » de la famille des Nations unies en terme de réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). La pauvreté a été réduite de 56% à 5%. Le chômage atteint seulement 5%. Le boom économique du pays a permis à des millions de jeunes de trouver un emploi dans divers secteurs de l'économie. L'Azerbaïdjan s'est révélé être la locomotive de la croissance régionale dans les domaines du commerce, des transports et de l'énergie.

Cependant, ce n'est pas la fin de l'histoire. La nouvelle feuille de route économique du gouvernement définit les domaines clés pour les futurs moteurs de l'économie locale. Parmi eux figurent les technologies de l'information et des communications (TIC), le tourisme, la logistique, l'agro-alimentaire et l'industrie. Le développement de ces secteurs nécessitera des jeunes vivants dans leur temps, qualifiés, créatifs et innovants.

La pression sur la transformation de l'éducation pour répondre à ces besoins augmente de jour en jour. Le capital humain est le principal besoin de la nation. Mettre l'accent sur une éducation de qualité ; développer des universités et un système d'enseignement secondaire de niveau mondial ; investir dans les technopoles, les centres d'innovation, les réseaux de start-ups ; encourager les jeunes esprits à créer, penser et analyser – c'est par là que passe le futur du progrès.

L'Exposition universelle 2025 représente le temps fort dont rêve l'Azerbaïdjan pour mettre l'accent sur ces objectifs. La nation regarde vers l'avenir, qui semble brillant et positif. Nous aspirons à valoriser

les jeunes et à transformer l'Azerbaïdjan en un hub technologique et éducatif de la grande région du Caucase et de l'Asie centrale. Mon pays est doté d'une position géographique avantageuse qui lie l'Orient à l'Occident, le Nord et le Sud. Mais ce lien ne peut pas prospérer sans les ressources humaines ainsi que les liens éducatifs et les investissements dans l'innovation.

L'éducation nous aide non seulement à combattre la pauvreté et l'injustice sociale, mais aussi l'extrémisme et le radicalisme. Les jeunes instruits sont plus optimistes et tournés vers les opportunités et l'autonomisation. Les femmes instruites ont plus de ressources pour participer à la vie économique du pays. À cet égard, l'Azerbaïdjan, riche de l'histoire centenaire de sa première république dans le monde musulman et de l'octroi des droits politiques aux femmes dès 1918, peut être un modèle exemplaire pour d'autres pays de la région.

Bakou attend avec impatience l'Exposition universelle 2025. Avec les grands événements passés, comme l'Eurovision, les Jeux européens et les Jeux de la Solidarité islamique, Bakou a déjà prouvé qu'il pouvait être le centre des grands événements internationaux. Cette fois-ci, c'est l'impact social de l'Exposition universelle que le pays cherche avant tout.

Enfin, ce n'est pas un hasard si le thème que nous avons choisi, « *Développer le capital humain, construire un meilleur avenir* » et ses trois sous-thèmes « *Talent : avenir de l'éducation* », « *Vitalité : Avenir de la Santé* » et « *Réussite : Avenir du Travail* », font écho aux Objectifs du développement durable (ODD) des Nations unies. Ces sous-thèmes sont directement connectés aux 6 des 17 ODD définis par l'ONU. De part notre propre expérience, nous ne connaissons que mieux les problématiques des pays en développement. Nous espérons ainsi profiter de l'opportunité que va créer l'Exposition universelle 2025 pour mobiliser les pays développés en vue de surmonter les préoccupations des pays en développement à travers les ODD et d'investir dans la jeunesse qui constitue une part importante de leur population. Il ne fait aucun doute que son impact sur la jeunesse, son éducation, sa santé et son employabilité, sera immense.



© Presidency of the Azerbaijan Republic

L'Université ADA (pour Académie diplomatique d'Azerbaïdjan) assure la formation des diplomates azerbaïdjanais. La dernière cérémonie de remise de diplômes s'est tenue le 26 mai 2018 en présence du Président Ilham Aliyev.



## ● Plus de 50 ans de coopération avec l'Afrique

Par S.E.M. Elman ABDULLAYEV,

Ambassadeur, Représentant permanent de l'Azerbaïdjan auprès de l'Union Africaine  
Ambassadeur d'Azerbaïdjan en Éthiopie, à Djibouti, au Kenya et au Rwanda



**B**ien que l'Azerbaïdjan soit indépendant depuis 27 ans, notre coopération avec les pays du continent africain remonte à bien plus longtemps, aux années 1960. Notre pays faisait alors partie de l'Union soviétique. Basée initialement sur la coopération scientifique au temps de l'URSS, nos échanges avec le continent africain se sont élargis depuis l'indépendance de l'Azerbaïdjan et couvrent aujourd'hui les domaines

tels que l'humanitaire, la santé et l'éducation des filles.

Bakou, lorsqu'elle représentait l'une des principales capitales académiques de l'URSS, a accueilli au total plus de 6 000 étudiants des quatre coins du continent africain – de l'Angola, de l'Algérie, du Tchad, de l'Éthiopie, de la Mauritanie, du Soudan, de la Somalie, du Mali, de l'Égypte, du Mozambique, du Nigéria et beaucoup d'autres.

L'Azerbaïdjan a ainsi formé des spécialistes en ingénierie pétrolière, en bâtiment et travaux publics (BTP), en machines-outils, ainsi qu'en génie civil. La plupart des diplômés ont joué et jouent encore un rôle crucial dans la construction de la Nation et de l'État de leur pays après leur accession à l'indépendance. Parmi les diplômés célèbres, on peut mentionner M. José Eduardo dos Santos, ancien Président de l'Angola qui est diplômé de l'Institut national du Pétrole et de la Chimie de l'Azerbaïdjan (aujourd'hui Université d'État du Pétrole et de l'Industrie).

Aujourd'hui, le gouvernement azerbaïdjanais continue d'accorder une attention particulière à la coopération scientifique avec les pays africains. De nombreux étudiants viennent étudier dans les universités azerbaïdjanaises. Conformément aux décrets du Président de la République d'Azerbaïdjan, S.E.M. Ilham Aliyev, signés début 2018, des citoyens des États membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), de l'Organisation islamique pour l'Éducation, les Sciences et la Culture (ISESCO) et du Mouvement des non-alignés (NAM) pourront recevoir une bourse d'études en Azerbaïdjan. Il convient de mentionner que 53 pays africains sont membres du NAM et que 27 pays sont représentés dans l'Organisation de la Coopération islamique (OCI). Nous sommes heureux que la jeunesse africaine puisse bénéficier de ces décrets.

Comme vous le savez peut-être, le thème proposé par l'Azerbaïdjan pour l'Exposition universelle 2025 est « Développement du capital humain, construction d'un avenir meilleur » composé notamment des sous-thèmes « Talent: l'avenir de l'éducation » et « Vitalité: l'avenir de la santé ». À cet égard, je voudrais attirer votre attention sur les activités dans le domaine humanitaire de l'Agence azerbaïdjanaise d'aide au Développement international (AIDA) dans le monde et



M. Ashraf Shikhaliyev, Directeur de l'Agence de Développement international d'Azerbaïdjan (AIDA) participant à la 3<sup>ème</sup> Conférence internationale sur le financement du développement, à Addis Abeba (Éthiopie) en juillet 2015.

en particulier en Afrique. Guidée par l'Objectif de développement durable (ODD) n°3 des Nations unies, l'AIDA accorde une attention particulière au domaine des soins de santé. Sa participation active à la campagne « Alliance contre la cécité évitable » dans les pays africains peut être considérée comme l'une des contributions majeures de cette agence dans ce domaine.

Suite à l'appel des Nations unies, la République d'Azerbaïdjan a fourni une aide financière à travers l'AIDA aux populations de la Somalie, du Soudan du Sud et du nord-est du Nigeria frappées par la famine suite à la crise humanitaire de 2017. En 2015, le gouvernement d'Azerbaïdjan a aidé trois pays – la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone ravagés par l'épidémie d'Ebola dans leur lutte contre ce fléau. Comme je l'ai évoqué auparavant, le Président Ilham Aliyev a signé un décret pour fournir des bourses d'études aux citoyens des pays membres du NAM. L'AIDA sera l'un des organismes d'État chargés d'appliquer les décrets conformément à l'ODD n°3 des Nations unies.

Je voudrais également mentionner l'engagement de l'Azerbaïdjan dans l'éducation des filles que nous considérons comme une priorité absolue. Nous sommes investis dans ce domaine, aux côtés de l'UNESCO et nous avons parrainé des projets à travers le Fonds fiduciaire UNESCO/Azerbaïdjan au Kenya, en Tanzanie, en Ouganda et au Libéria.

L'Azerbaïdjan, avec sa capitale Bakou, s'est porté candidat pour accueillir l'Exposition universelle 2025. Si nous examinons l'histoire du mouvement des expositions universelles, nous constatons que, ni l'Azerbaïdjan ni toute la région de l'Europe de l'Est ni le continent africain n'ont jamais accueilli d'Exposition universelle. Nous croyons fermement qu'il est d'une importance cruciale d'élargir la géographie des pays hôtes des Expositions universelles, ainsi que de donner aux pays en développement l'occasion d'organiser de tels événements mondiaux. En ce sens, il serait raisonnable de mentionner le rôle de l'Azerbaïdjan dans la promotion de la coopération Sud-Sud. L'Azerbaïdjan est le seul pays parmi les candidats à l'Exposition universelle 2025 représentant le Sud et le NAM, qu'il présidera en 2019-2022, et qui prône leurs intérêts. C'est en effet un grand honneur de souligner que le Président Ilham Aliyev a reçu le Prix Sud-Sud 2015 des Nations unies pour l'amélioration du bien-être de la population, la réduction de l'illettrisme et de la pauvreté ainsi que pour la réussite de la mise en œuvre des Objectifs de Millénaire pour le Développement (OMD) de l'ONU.

Pour conclure, je voudrais ajouter que la République d'Azerbaïdjan est intéressée par le développement et le renforcement de la coopération avec les pays africains. Nous sommes prêts à partager nos connaissances et notre expérience, ainsi qu'à fournir une assistance au continent fondé sur les principes d'un partenariat équitable.



En 2016, l'Agence de Développement international d'Azerbaïdjan (AIDA) et la Banque islamique de Développement ont organisé une campagne gratuite de chirurgie de la cataracte à Abidjan, en Côte d'Ivoire.

# ● L'Azerbaïdjan, plaque tournante pour la promotion du dialogue interreligieux et interculturel

Par S.E.M. Shahin ABDULLAYEV,

Ambassadeur, Représentant Permanent de l'Azerbaïdjan auprès de l'Organisation de Coopération islamique  
Ambassadeur d'Azerbaïdjan en Arabie Saoudite



**P**ays laïc à majorité musulmane, notre pays accueille sur son sol, depuis des temps immémoriaux, des communautés religieuses les plus diverses, des *Adorateurs du feu* aux *Juifs des Montagnes*, en passant par les *Moloques*. Le vivre-ensemble exemplaire, la coexistence religieuse pacifique, l'unité entre les communautés musulmanes, constituent la force et le principal atout de notre pays.

Située entre l'Europe et l'Asie, appartenant à la fois aux mondes oriental et occidental, l'Azerbaïdjan a fait le choix depuis longtemps de s'engager dans le dialogue entre les peuples et les religions. Ainsi, aux côtés des institutions occidentales et européennes comme le Conseil de l'Europe, nous participons activement dans les organisations œuvrant pour la solidarité islamique comme l'Organisation de Coopération islamique (OCI)

Le développement des relations avec l'OCI est une des priorités de notre politique étrangère et revêt une importance stratégique. Après la restauration de notre indépendance, l'Azerbaïdjan a été le premier pays de l'ex-espace soviétique à rejoindre l'OCI en décembre 1991.

Il convient de noter que l'Azerbaïdjan entretenait déjà des relations avec les États membres de l'OCI, certes limitées, à la fin des années 1980. La tenue de la conférence internationale « *Les musulmans dans la lutte pour la paix* » à Bakou, en octobre 1986, a attiré l'attention du monde islamique sur l'Azerbaïdjan. La conférence était organisée à l'occasion de « l'Année de la paix » des Nations unies, avec la participation de la plupart des États membres de l'OCI.

Parmi les organisations internationales, l'OCI s'est toujours distinguée par sa position claire, systématique et sincère concernant la reconnaissance de l'intégrité territoriale et l'inviolabilité des frontières internationalement reconnues de l'Azerbaïdjan.

Aujourd'hui, nos échanges se sont considérablement élargis et intensifiés. Multidimensionnelle, notre coopération s'étend



Membre de l'Organisation de la Coopération islamique (OCI) depuis 1991, l'Azerbaïdjan a participé au plus haut niveau au premier sommet de l'Organisation sur la science et la technologie qui s'est déroulé au Kazakhstan le 10 septembre 2017.

notamment aux relations culturelles et socio-économiques, mais aussi à l'organisation et à l'accueil des événements internationaux.

Ces dernières années, Bakou a accueilli une dizaine de réunions des ministres des Affaires étrangères, du tourisme, de l'Éducation, de la Culture et du Travail des pays membres de l'OCI.

Une nouvelle dynamique politique s'observe également depuis le début des années 2010. Lors de sa présidence du Conseil de sécurité de l'ONU en 2013, l'Azerbaïdjan a initié une réunion de haut niveau entre l'ONU et l'OCI, à la suite de laquelle une déclaration présidentielle a été adoptée.

Un des événements les plus marquants de la coopération Azerbaïdjan-OCI a sans doute été l'accueil de la 4<sup>ème</sup> édition des Jeux de la Solidarité islamique qui se sont déroulés en mai 2017 à Bakou. Le 22 mai 2017 – le dernier jour des Jeux – l'Azerbaïdjan a officiellement présenté sa candidature auprès du BIE pour l'accueil de l'Exposition universelle 2025.

Notre pays collabore en outre étroitement avec les organisations spécialisées de l'OCI comme l'Organisation islamique pour l'Éducation, les Sciences et la Culture (ISESCO) dont il est membre depuis 1991 et la Banque islamique de Développement (BID) depuis 1992.

Nos relations sont particulièrement denses avec l'ISESCO. La Vice-Présidente de la République d'Azerbaïdjan, S.E.Mme Mehriban Aliyeva, participe activement aux activités de l'ISESCO dont elle est Ambassadeur de bonne volonté depuis 2006.

En 2008, le siège de cette Organisation à Rabat a accueilli les Journées culturelles de l'Azerbaïdjan. La même année a été organisé un forum international sur le thème « *L'élargissement du rôle des femmes dans le dialogue interculturel* » à l'initiative de la Fondation Heydar Aliyev, de l'UNESCO et de l'ISESCO. En 2009, la ville de Bakou a été désignée capitale de la culture islamique, titre décerné pour un an par l'ISESCO. La ville de Nakhchivan a, quant à elle, été choisie Capitale de la culture islamique pour l'année 2018, et accueillera dans ce cadre nombre d'événements et festivités tout au long de l'année.



Après avoir organisé les premiers Jeux européens en 2015, Bakou a accueilli du 12 au 22 mai 2017, quelque 6 000 athlètes de 54 pays à l'occasion de la 4<sup>ème</sup> édition des Jeux de la Solidarité islamique.

© Presidency of the Azerbaijan Republic

© Presidency of the Azerbaijan Republic



## Avec la France de solides liens d'amitié

### ● Offrir un espace de dialogue et d'échanges

Par M. Alain HOUPERT,

Sénateur de la Côte-d'Or, Président du Groupe interparlementaire d'amitié France-Caucase, Président délégué pour l'Azerbaïdjan



**L**e Groupe interparlementaire d'amitié France-Caucase (l'un des 80 que compte le Sénat) est né en 1993, à peine plus d'un an après l'ouverture d'une Ambassade française à Bakou. Il est présidé alors par Henri Goetschy. Depuis l'origine, les différents présidents qui m'ont précédé (Jean Boyer, Ambroise Dupont puis André Reichardt) poursuivent, comme je le fais moi-

même, les objectifs de notre Groupe : concourir au développement des relations bilatérales avec les pays du Caucase, et notamment l'Azerbaïdjan.

Des entretiens ou rendez-vous sont ainsi régulièrement organisés avec nos homologues parlementaires, des membres des gouvernements ou des personnalités de passage en France. Ces derniers mois, des rencontres ont ainsi eu lieu avec les ambassadeurs des pays du Caucase (Géorgie notamment), dont une très récente avec S.E.M Rahman Mustafayev, Ambassadeur d'Azerbaïdjan en France. Je reviens moi-même d'un déplacement en Azerbaïdjan où des contacts essentiels dans le domaine de la santé ont pu être noués, grâce notamment à une rencontre avec la Première Vice-Présidente azerbaïdjanaise, Mme Mehriban Aliyeva.

Ces relations privilégiées sont particulièrement importantes dès lors que l'on aborde le conflit du Haut-Karabakh qui oppose l'Azerbaïdjan et l'Arménie. Comme vous le savez, la France assume la co-présidence du Groupe de Minsk, créé en 1992 par l'ex-CSCE, aujourd'hui Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). La dernière rencontre de l'Ambassadeur français Stéphane Visconti, qui représente notre pays au Groupe de Minsk, avec le Groupe interparlementaire France-Caucase date de janvier 2017, et nous sommes évidemment appelés à nous revoir. Sur le conflit du Haut-Karabakh, la position de l'Azerbaïdjan est très claire : elle réclame du Groupe de Minsk l'application des résolutions de l'ONU de 1993 dans lesquelles les modalités de règlement du conflit sont définies. Notre mission en tant que Groupe interparlementaire d'amitié est d'offrir un espace de dialogue et d'échange aux représentants des deux pays. Il ne s'agit en aucun cas de pratiquer un quelconque type d'ingérence dans la politique intérieure de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie, mais de participer de manière privilégiée à la diplomatie parlementaire. Nous devons nous efforcer par le dialogue, la concertation, l'écoute des uns et des autres, de participer à un règlement pacifique de ce conflit qui pèse sur les relations entre ces voisins caucasiens : c'est là le gage de la stabilité politique, mais aussi de la vitalité économique de la région et le préalable nécessaire du bien-être des hommes et des femmes qui habitent cette zone sous tension.

### ● La coopération interparlementaire pivot du resserrement des liens entre l'Azerbaïdjan et la France

Par M. Javanchir FEYZIYEV,

Membre du Milli Majlis, Co-président du Comité parlementaire de Coopération Union Européenne-Azerbaïdjan et membre du Groupe d'Amitié Azerbaïdjan-France au Milli Majlis



**H**istoriquement, les relations économiques et commerciales entre la France et l'Azerbaïdjan remontent à la période des XII<sup>ème</sup>-XIV<sup>ème</sup> siècles. Au fil du temps, ces relations ont continué à se développer, gagnant en croissance, bien qu'elles portaient un caractère non régulier et disparate.

Et au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, les relations bilatérales entre nos deux pays se sont également illustrées dans le domaine culturel. Les voyageurs français, dont l'écrivain de renommée mondiale, Alexandre Dumas, venu en Azerbaïdjan à cette époque, faisaient largement connaître des informations sur notre pays dans la presse française. De son côté, le journaliste Ahmed Bey Agaoglu, l'une des personnalités socio-politiques les plus en vue du XIX<sup>ème</sup> siècle, a diffusé des informations sur la France en Azerbaïdjan. Les figures littéraires tels que Mirza Fatali Akhundzade et Abbasgulu Agha Bakikhanov ont poursuivi les relations existantes dans le domaine de la littérature.

La diffusion en Azerbaïdjan des idées françaises sur la liberté a joué un rôle important dans l'établissement de la République de 1918. Ce fut la première République à être instauré au sein de

l'ensemble du monde musulman. L'indépendance de cette République a d'ailleurs été reconnue la première fois par la communauté internationale à Paris.

Juste après cet événement historique, les relations politiques entre nos deux États se sont, plus largement, construites dans le contexte des relations internationales prévalant alors et tenant compte de nos intérêts mutuels. Ce n'est pas un hasard si le gouvernement republicain, qui tentait de développer les sciences et l'éducation dans le pays sous la Première République, avait envoyé la grande majorité de ses étudiants à l'étranger, notamment en France. En outre, l'une des premières missions diplomatiques de l'État nouvellement créé à l'époque, a été ouverte en France.

L'occupation de l'Azerbaïdjan par la Russie bolchevique en 1920 a mis fin à nos relations bilatérales et plusieurs membres bien connus représentant l'Azerbaïdjan au sein d'organisations internationales, n'ont pas pu retourner dans leur patrie après l'effondrement de la République et ont été contraints de rester en France.

À l'époque moderne, la coopération entre les parlements de France et d'Azerbaïdjan a été instaurée après le rétablissement de l'indépendance de l'Azerbaïdjan en 1991. En 1999, le Président du Sénat français a officiellement visité Bakou, avant que ne se déroule la première visite officielle du Président du Milli Majlis au Sénat français.

Ces relations se sont intensifiées après la première visite d'une délégation de membres du Sénat et de l'Assemblée nationale français en Azerbaïdjan en juin 2008. Des groupes d'amitié entre la France et l'Azerbaïdjan ont été créés au Sénat français, à l'Assemblée nationale et au Milli Mejlis de la République d'Azerbaïdjan, et de nombreuses visites mutuelles ont eu lieu au cours des dernières années.

Les questions discutées lors de ces visites ont servi à identifier et à stimuler les mesures nécessaires pour renforcer les relations politiques, économiques et culturelles entre nos pays et pour rapprocher nos peuples.

De 2011 à 2017, l'actuelle Première Vice-Présidente azerbaïdjanaise, S.E.Mme Mehriban Aliyeva, a assumé les fonctions de Présidente du groupe d'amitié Azerbaïdjan-France au Milli Mejlis. Au cours de cette période, beaucoup a été réalisé pour approfondir nos relations. S.E.Mme Mehriban Aliyeva a été décorée de l'Ordre de la Légion d'Honneur de la France pour les services qu'elle a accomplis en faveur de l'approfondissement de la coopération entre nos pays.

Pour leur part, les membres du Sénat et de l'Assemblée nationale français ont également attaché une grande importance à la coopération avec l'Azerbaïdjan. M. André Reichardt, Mme Nathalie Goulet, M. Jean-François Mancel, M. André Villiers, Mme Rachida Dati, M. Jean-Luc Reitzer et beaucoup d'autres collègues des Groupes parlementaires d'amitié ont apporté, à travers leurs activités, une grande contribution en faveur d'une meilleure connaissance de l'Azerbaïdjan

au sein du public français, ainsi que pour promouvoir la culture française en Azerbaïdjan.

Les contacts étroits entre nos institutions législatives respectives s'accompagnent d'une coopération accrue entre nos deux États et d'une communication dense entre nos peuples. En ce moment, nous sommes heureux de constater que les relations politico-économiques et culturelles entre nos pays atteignent un niveau élevé.

Un grand nombre d'entreprises françaises opèrent avec succès dans notre pays. Il existe plusieurs écoles en Azerbaïdjan où la langue française est enseignée. Le lycée français et l'Université franco-azerbaïdjanaise comptent de nombreux professeurs français.

Beaucoup de jeunes qui veulent poursuivre leurs études en Europe choisissent la France. J'ajouterais que c'est à l'initiative des groupes d'amitié interparlementaires que le Centre culturel azerbaïdjanais en France et le Centre culturel français en Azerbaïdjan ont été ouverts et fonctionnent.

Grâce aux parlementaires de nos deux pays, les chartes d'amitié et de coopération entre plus de 10 villes d'Azerbaïdjan et de France ont été signées et ont joué un rôle important dans l'établissement des liens culturels directs entre les régions de deux pays. Des liens culturels et d'affaires accrus ont également renforcé nos liens humanitaires. Nous voyons maintenant la création de familles conjointes en France et en Azerbaïdjan.

Tout cela me réjouit et je suis fier que les parlementaires de France et d'Azerbaïdjan constituent l'un des maillons importants de l'approfondissement des relations entre nos deux pays.



Le Député azerbaïdjanais Javanchir Feyziyev et M. Pierre-Alain Raphan, Président du Groupe d'amitié France-Azerbaïdjan à l'Assemblée nationale le 2 novembre 2017 dans l'amphithéâtre du Mili Majlis, à Bakou.

## ● Des liens franco-azerbaïdjanais en développement

Par M. Pierre-Alain RAPHAN,

Député de l'Essonne, Président du Groupe d'amitié France-Azerbaïdjan à l'Assemblée nationale



J'ai eu l'honneur d'être nommé, il y a quelques mois, Président du Groupe d'amitié France-Azerbaïdjan à l'Assemblée nationale.

Pour rappel, les groupes d'amitié de l'Assemblée nationale regroupent les députés qui ont un intérêt particulier pour un pays étranger. Leur but premier est de tisser des liens entre parlementaires français et étrangers ; ils sont également des acteurs de la politique étrangère de la France et des instruments du rayonnement international de l'Assemblée nationale.

À l'heure actuelle, ce groupe est constitué de 25 députés.

Le groupe a offert un déjeuner en l'honneur de S.E.M. Rahman Mustafayev, Ambassadeur d'Azerbaïdjan en France et travaille actuellement sur plusieurs objectifs en 2018.

Nous souhaitons également, dans le courant de cette année, organiser à l'Assemblée nationale, un colloque historique sur la Première République d'Azerbaïdjan.

En tant que Président de groupe, j'ai effectué un premier déplacement exceptionnel à Bakou où j'ai eu l'honneur d'échanger avec plusieurs personnalités azerbaïdjanaises dont le Président Ilham Aliyev, la Première Vice-Présidente Mehriban Aliyeva, le Ministre des Affaires étrangères Elmar Mammadyarov, le Président du Parlement Oqtay Asadov, le Ministre des Sports Monsieur Azad Rahimov, ainsi qu'avec S.E.Mme Aurélia Bouchez, Ambassadrice de France en Azerbaïdjan.

L'objectif de ce déplacement consistait à échanger sur la relation et les ambitions relationnelles entre la France et l'Azerbaïdjan dans le cadre du Groupe d'amitié de l'Assemblée nationale.

Nous avons pu évoquer la volonté d'accroître le partenariat économique (rappelons que l'Azerbaïdjan est le premier partenaire économique de la France dans la région du Caucase du Sud) en priorisant une diversité économique (développement de l'Intelligence artificielle, de l'agriculture ...).

D'autres projets liés au domaine de la défense ainsi que différents partenariats culturels et sportifs autour de la jeunesse ont été évoqués.

Les deux pays souhaitent également poursuivre leur collaboration dans le secteur de l'éducation et notamment les partenariats entre l'enseignement supérieur français et azerbaïdjanais (comme par exemple dans le cadre de l'Université franco-azerbaïdjanaise, dite UFAZ)

Le sujet du conflit du Haut-Karabakh a, par ailleurs, été abordé. Les deux pays souhaitent une sortie diplomatique du conflit dans le respect du droit international et des quatre résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU.

De plus, j'ai eu le plaisir de visiter, entre autres, l'UFAZ de Bakou (consortium mis en place avec l'Université de Strasbourg), le magnifique Centre culturel Heydar Aliyev et la résidence de passage du Général De Gaulle lors de ses déplacements dans ce pays.

En 2018, nous célébrerons le centenaire de la proclamation de la Première République indépendante. Rappelons que l'Azerbaïdjan est devenu la première République parlementaire laïque de l'Orient musulman et a donné le droit de vote aux femmes le 21 juillet 1919.





|| Le Centre Heydar Aliyev, à Bakou, construit par l'architecte Zaha Hadid.

## ● Colmar-Shéki : une coopération en plein essor

Par M. Gilbert MEYER,  
Maire de Colmar



**L**es contacts entre l'Azerbaïdjan et la Ville de Colmar ont démarré en 2013 avec l'exposition *Les valeurs culturelles de la Perle du Caucase*. Cette exposition a permis aux Colmariens de découvrir la musique et les trésors de l'artisanat azerbaïdjanais.

C'est le 19 mai 2015 que les relations avec l'Azerbaïdjan, et plus particulièrement avec la Ville de Shéki, ont été contractualisées par la signature d'une charte d'amitié et de coopération à Shéki.

Cette charte vise à développer des actions dans les domaines économique, touristique et culturel autour de projets concrets. Elle a également été signée à Colmar, en novembre 2015, en présence de l'ancien Ambassadeur d'Azerbaïdjan en France, S.E.M. Elchin Amirbayov. Cet événement a été l'occasion de recevoir pour la

première fois, à Colmar, une délégation de Shéki conduite par son Maire, M. Elkan Usubov.

Le partenariat entre Colmar et Shéki se poursuit aujourd'hui à travers des projets et des événements :

- Chaque année depuis 2016, la Ville de Colmar envoie en mission des professeurs colmariens retraités volontaires pour enseigner le français dans les écoles ainsi qu'auprès des lycéens et des étudiants. L'objectif de ces missions est de favoriser l'usage de la langue française en donnant envie aux jeunes azerbaïdjanais d'apprendre et de maîtriser le français. Le pôle média-culture de Colmar offre également, chaque année, des livres en français destinés aux écoles de Shéki.

- Des manifestations culturelles se tiennent régulièrement. C'est ainsi que le pianiste azerbaïdjanais Emil Afrasiyev s'est produit lors du concert d'inauguration du festival de jazz de Colmar en 2015. Une exposition photos *L'Azerbaïdjan sous l'objectif* a en outre été présentée durant une semaine au pôle média-culture de Colmar. Plus récemment, un concert de musique classique, pour la paix entre les peuples, a été organisé le 26 février 2018 par l'association des Amis d'Azerbaïdjan à Colmar, en présence de S.E.M. Rahman Mustafayev, Ambassadeur d'Azerbaïdjan en France, de M. Jean-François Mancel, Président de l'association des Amis d'Azerbaïdjan, et de M. Ayaz Gojayev, Conseiller au sein de la délégation d'Azerbaïdjan auprès de l'UNESCO.

- Le développement économique constitue également un axe important de la charte. Chaque année, la ville de Shéki occupe un chalet dédié à ses produits d'artisanat aux Marchés de Noël de Colmar qui accueillent près de 1,5 million de visiteurs. De même, des contacts ont été pris entre la ville de Shéki et des entreprises colmariennes, notamment dans les domaines du vin, du textile ou de l'alimentaire pour développer des partenariats.

D'autres projets sont programmés, notamment le développement des relations entre les jeunes de nos deux pays ainsi que la promotion touristique réciproque de nos deux villes.



|| Le Maire de Colmar Gilbert Meyer, et le Maire de Shéki Elkan Usubov signant en novembre 2015 une charte d'amitié et de coopération.

# ● L'UFAZ, un outil au service de nouvelles générations d'ingénieurs et de techniciens de niveau international

Par Mme Charlotte PAYEN,

Secrétaire générale de l'Université franco-azerbaïdjanaise (UFAZ)



En 2014, à l'initiative conjointe des Présidents Ilham Aliyev et François Hollande, venu en visite officielle en mai à Bakou, M. Alain Beretz, alors Président de l'Université de Strasbourg, a engagé, en étroite concertation avec les équipes de Mikayil Jabbarov, alors Ministre de l'Éducation, une réflexion destinée à créer, à court terme, une collaboration universitaire bilatérale inédite et ambitieuse, ayant pour objectif de créer de nouveaux programmes de formation scientifique et technique en Azerbaïdjan, fondés sur les programmes d'excellence proposés par l'Université de Strasbourg, en consortium avec l'Université de Rennes 1.

Deux ans plus tard, plus exactement le 15 septembre 2016, l'Université franco-azerbaïdjanaise (UFAZ) voyait le jour à Bakou et accueillait ses premiers étudiants dans le cadre d'un accord de partenariat international entre l'Université d'État du Pétrole et de l'Industrie d'Azerbaïdjan (ASOIU) et l'Université de Strasbourg (UNISTRA).

En septembre 2017, les locaux rénovés et prestigieux de l'UFAZ, en plein cœur de Bakou, furent officiellement inaugurés en présence du Ministre de l'Éducation Mikayil Jabbarov et du Secrétaire d'État aux Affaires européennes et étrangères, M. Jean-Baptiste Lemoigne.

L'UFAZ accueille aujourd'hui 285 étudiants dont 30% d'étudiantes. L'enseignement y est dispensé en anglais et s'accompagne d'une formation linguistique parallèle au français, l'objectif étant de former des ingénieurs et des scientifiques multilingues. L'UFAZ est accessible aux étudiants les plus prometteurs, sélectionnés sur des critères d'excellence et de mérite académique, et 80% d'entre eux se voient accorder une bourse d'étude par le gouvernement azerbaïdjanais, ce qui est remarquable. Le curriculum offre aujourd'hui quatre filières scientifiques de niveau licence :

- licence de génie chimique
- licence de géosciences
- licence de sciences informatiques
- licence d'exploration et d'exploitation pétrolières (diplôme délivré en partenariat avec l'Université de Rennes 1)



Les nouveaux locaux de l'Université franco-azerbaïdjanaise (UFAZ) inaugurés le 15 septembre 2017 par le Ministre azerbaïdjanais de l'Éducation Mikayil Jabbarov et le Secrétaire d'État français aux Affaires européennes et étrangères Jean-Baptiste Lemoigne.

Initiative ambitieuse, l'UFAZ a pour vocation de former de nouvelles générations de scientifiques et d'ingénieurs, grâce à une pédagogie fondée sur l'expérimentation scientifique et sur l'autonomisation des étudiants. Et la France, avec l'expertise de l'UNISTRA, est fière d'être aux côtés de ses partenaires azerbaïdjanais pour contribuer avec eux à la modernisation de l'enseignement supérieur. D'ores et déjà connue dans le paysage universitaire local pour la qualité de son enseignement – preuve en est la montée en puissance du nombre d'étudiants – l'UFAZ a pour objectif, à relativement court terme, de se positionner comme un centre de formation régional, voire international.

Pour ce faire, des collaborations avec le monde de l'entreprise et de l'industrie, en ce qui concerne la gestion des ressources humaines et la recherche dans le domaine des sciences et des technologies de pointe, se développent et resteront une priorité. C'est d'ailleurs cette idée de rapprochement avec le monde économique et industriel, dans le but de « coller » au plus près de ses besoins d'expertise, qui a présidé à la création du Fonds UFAZ, en septembre 2017, alimenté par les contributions volontaires des entreprises françaises, azerbaïdjanaises et internationales. L'UFAZ veut aussi contribuer à la diversification de l'économie de l'Azerbaïdjan en formant de futurs spécialistes et cadres de haut niveau dans des domaines porteurs pour une croissance économique durable.

Enfin, l'UFAZ est un formidable creuset de rapprochement entre étudiants azerbaïdjanais et étudiants français. À l'été 2017, un groupe de 40 étudiants azerbaïdjanais et étudiants de l'UFAZ a été accueilli à Strasbourg dans le cadre d'une école d'été, qui a été l'occasion pour eux d'une immersion dans l'une des plus belles et dynamiques villes de France. Avec ce type d'initiative, le but poursuivi est aussi de contribuer à la constitution de réseaux amicaux et professionnels durables.



Des étudiants durant leurs travaux pratiques, dans les laboratoires de chimie, de l'Université franco-azerbaïdjanaise (UFAZ).



## Une économie innovante et en pleine diversification

### ● AZPROMO, moteur du renforcement de la compétitivité de l'Azerbaïdjan

Par Mr. Rufat MAMMADOV,

Vice-Ministre de l'Économie de la République d'Azerbaïdjan



L'économie azerbaïdjanaise a accompli une transformation rapide au cours de la dernière décennie. Dans le cadre de ce processus, la Fondation de l'Exportation et de l'Investissement d'Azerbaïdjan (AZPROMO) a joué un rôle majeur. Elle a été mise en place en 2003 par le Ministère de l'Économie en vue de contribuer à la diversification de l'économie,

au développement de son secteur non-pétrolier et

à une plus grande intégration de notre pays au sein du système économique international. Les activités clés d'AZPROMO sont la promotion du potentiel économique et des opportunités d'affaires de l'Azerbaïdjan, l'internationalisation des entreprises locales, l'attraction des investissements directs étrangers et la stimulation des exportations de biens et de services non-pétroliers.

Lors de la création d'AZPROMO, l'Azerbaïdjan attirait quelque 300 millions de dollars par an d'investissements directs étrangers dans le secteur non-pétrolier. Quinze ans plus tard, en 2017, les investissements étrangers dans le secteur non-pétrolier ont atteint 3,4 milliards de dollars et les exportations non-pétrolières ont été multipliées par quatre.

En tant que « guichet unique », AZPROMO soutient dans leur démarche les investisseurs étrangers cherchant à s'informer et à tirer profit des opportunités d'investissement dans le pays. Dans le même temps, elle est le partenaire privilégié des entreprises azerbaïdjanaises souhaitant accéder à des marchés étrangers. La connaissance d'AZPROMO dans ce domaine et en matière de réglementations commerciales, ainsi que son large réseau de représentations à l'international et de partenaires, offrent aux entreprises de bonnes opportunités pour étendre leurs capacités d'exportation. De plus, nous mettons en œuvre 11 mécanismes de soutien à l'exportation pour promouvoir le label « *Made in Azerbaijan* » à travers le monde.

Dans ce contexte, AZPROMO a activement promu les liens commerciaux et les investissements entre l'Azerbaïdjan et la France.

Nos deux pays entretiennent un bon niveau de relations économiques bilatérales. La France figure parmi les principaux partenaires commerciaux de notre pays : elle est classée en tête des 15 premiers pour le commerce bilatéral, les exportations et les importations. Selon les statistiques de 2017, le total de nos échanges commerciaux a représenté un demi million de dollars. Notre objectif est de diversifier notre portefeuille d'exportations en accroissant la part des produits non-pétroliers.

Les entreprises françaises opèrent avec succès dans plusieurs secteurs d'activité de notre économie, dont ceux de l'industrie, des services, des communications, du commerce, de la finance, de l'agriculture et bien d'autres encore. Le total de leurs investissements s'est élevé à 2,2 milliards de dollars.

Il est pertinent de souligner que l'Azerbaïdjan investit également dans l'économie française. Le volume des investissements azerbaïdjanaïses en France a d'ores et déjà dépassé 220 million de dollars.

Les liens commerciaux entre l'Azerbaïdjan et la France ont toutefois de bien plus vastes perspectives d'accroissement. Outre le potentiel significatif d'augmentation du commerce bilatéral, notre pays offre de nombreuses opportunités aux entreprises françaises dans plusieurs secteurs de son économie, illustrant sa diversification : la production pétro-gazière, le raffinage pétrolier, l'ingénierie et la construction, la métallurgie, la chimie et la pétrochimie, l'industrie légère et l'alimentation, l'agriculture, ou encore les télécommunications.

L'économie azerbaïdjanaise offre ainsi des perspectives prometteuses aux futurs investisseurs. Les transports et la logistique figurent parmi les domaines prioritaires pour la coopération économique franco-azerbaïdjanaïse. Notre pays développe, en effet, avec ses partenaires des corridors de transport et de transit « Est-Ouest » et « Sud-Ouest », offrant aux entreprises de logistique et de fret des délais et des coûts d'acheminement respectivement plus courts et

moins élevés que les routes traditionnelles.

Le tourisme représente un autre secteur de grande importance et très prometteur pour notre coopération bilatérale. Selon le Conseil mondial du Voyage et du Tourisme, l'Azerbaïdjan se positionne au 17<sup>ème</sup> rang mondial pour la contribution *Voyage et Tourisme* à la croissance économique de long terme (2017-2027).

En vue de faciliter la collaboration entre les communautés d'affaires des deux pays, AZPROMO conjointement avec ses partenaires locaux et français, a créé la Chambre de Commerce et d'Industrie Azerbaïdjan-France. Celle-ci joue un rôle clé dans la promotion des relations d'affaires bilatérales, en accompagnant les entreprises françaises dans le marché azerbaïdjanaïse et en leur apportant son soutien.



Dans le cadre d'un contrat signé en 2014, le groupe Alstom a fourni au métro de Bakou de nouvelles rames qui sont, pour la première fois dans l'histoire de ce réseau, équipées de passerelles d'intercirculation optimisant le flux de passagers.



© Espo/Bakou2015

|| S'affirmant comme un hub logistique et commercial d'envergure internationale, l'Azerbaïdjan a reçu 14,6 milliards de dollars d'investissements étrangers en 2017.

## ● « L' Azerbaïdjan demeure une région attractive pour les investissements »

Par M<sup>e</sup> James HOGAN,

Associé Directeur du Cabinet Dentons à Bakou



**L**e bureau de Dentons à Bakou, présent en Azerbaïdjan depuis 1999, a constaté énormément de progrès juridiques dans le pays. L'on peut citer l'adoption d'un Code civil moderne, la réduction des activités assujetties aux licences, la création des registres de propriété, l'établissement des zones économiques spéciales et l'introduction du système « à guichet unique » pour

l'immatriculation des sociétés, ainsi que les progrès accomplis en matière de « e-gouvernement ».

Dans le rapport *Doing Business* 2018 de la Banque mondiale, l'Azerbaïdjan est classé à la 57<sup>ème</sup> place (sur 190 pays). Le pays est particulièrement bien classé en ce qui concerne la protection des investisseurs minoritaires (10<sup>ème</sup>), la création d'une entreprise (18<sup>ème</sup>), le transfert de propriété (21<sup>ème</sup>) et l'exécution des contrats (38<sup>ème</sup>).

Doté d'un gouvernement stable, l'Azerbaïdjan dispose d'une main d'œuvre qualifiée, mais aussi d'une industrie et d'une agriculture développées offrant des possibilités à l'exportation. Par ailleurs, le pays bénéficie d'infrastructures de transport, notamment auto-routières, ferroviaires et portuaires de qualité.

L'Azerbaïdjan est connu pour ses vastes gisements d'hydrocarbures. La mise en service de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan, suivie de celle du gazoduc du Sud-Caucase, a permis au pays de tirer davantage bénéfice de sa situation géographique, en exportant vers les marchés internationaux. Le Corridor gazier du Sud, qui vise à acheminer le gaz du gisement Shah Deniz vers l'Italie renforcera son statut comme fournisseur important des hydrocarbures en Europe.

L'on sait moins que l'Azerbaïdjan a fait des efforts pour diversifier son économie et pour améliorer l'environnement des affaires. Parmi

ceux-ci, notons les avantages fiscaux et douaniers accordés dans plusieurs secteurs aux investisseurs qui opèrent dans les parcs industriels et à ceux qui disposent des certificats d'investissements émis pour les projets qualifiants.

L'Azerbaïdjan a adopté les bases juridiques nécessaires pour attirer les investisseurs étrangers. La législation assure le principe de la liberté contractuelle pour définir les éléments d'une transaction. Elle permet le choix d'un droit étranger dans les contrats conclus avec une société étrangère ou même une société mixte, ainsi que le recours à l'arbitrage international.

L'activité des investisseurs étrangers est régie par la loi sur les investissements étrangers (1992), qui offre un nombre de protections et de garanties. L'accord bilatéral entre la France et l'Azerbaïdjan relatif aux investissements (1998) renforce celles-ci.

Des avantages supplémentaires peuvent être octroyés aux investisseurs dans les parcs industriels, où les investisseurs bénéficient d'un congé fiscal de sept ans. Les projets en cours, comme le nouveau Parc industriel chimique de Soumgaït et le nouveau Port international de commerce maritime de Bakou, où une zone franche est prévue, accorderont de nouveaux avantages intéressants.

Un investisseur peut s'implanter en Azerbaïdjan par le biais de bureaux de représentation ou de succursales, ou bien en créant une filiale (y compris détenue à 100%). Il n'y a pas de participation azerbaïdjanaise minimum exigée dans le capital ou la direction des sociétés. Les sociétés sont enregistrées auprès du ministère des Impôts dans un système « à guichet unique ». Le processus complet d'enregistrement ne prend que 3 à 5 jours.

Vingt-six ans après son indépendance, l'Azerbaïdjan demeure une zone attractive pour les investisseurs étrangers, avec toutes les conditions nécessaires pour réussir. ●



## ● Bakou : un hub des affaires internationales en émergence

Détenteur de vastes réserves d'hydrocarbures, l'Azerbaïdjan s'est affirmé comme un partenaire énergétique traditionnel de l'Union européenne. Un rôle stratégique qu'il a encore conforté avec la construction du gazoduc TANAP. Loin cependant de se contenter de cette manne, le gouvernement azerbaïdjanais s'emploie à renforcer les conditions d'une nouvelle dynamique de développement portée par l'essor de nouveaux secteurs d'activité.



|| Ouvrant des perspectives prometteuses au développement du commerce extérieur de l'Azerbaïdjan, la ligne de chemin de fer Bakou-Tbilissi-Kars a été inaugurée le 30 octobre 2017.

Pour l'Azerbaïdjan, capitaliser sur son positionnement géographique est un enjeu stratégique en vue d'assurer durablement son indépendance économique et l'équilibre de sa diplomatie. Une nécessité particulièrement pertinente dans le domaine de l'énergie, d'autant qu'elle converge avec la stratégie de l'Union européenne pour diversifier ses sources d'approvisionnement en hydrocarbures.

Dans son discours d'investiture après sa réélection pour un 4<sup>ème</sup> mandat, le Président Ilham Aliyev n'a d'ailleurs pas hésité à déclarer « nous avons déjà redessiné la carte énergétique de l'Europe et

de l'Eurasie. » Peu de temps après, il participait le 12 juin 2018 à l'inauguration du gazoduc Trans-Anatolien TANAP.

Représentant un investissement de 7,2 milliards d'euros, le TANAP s'inscrit dans la mise en place du Corridor gazier du Sud. Pour l'heure, il est connecté au Gazoduc du Sud-Caucase qui achemine vers la Turquie, via la Géorgie, le gaz extrait du gisement azerbaïdjanais de Shah Denir 2 en Mer Caspienne. La dernière section du projet, le Gazoduc Trans-Adriatique (TAP) prolongera d'ici 2020 le corridor gazier vers l'Italie (via la Grèce et l'Albanie).

Au total, le Corridor gazier du Sud acheminera chaque année, sur 3 500 km, 6 millions de m<sup>3</sup> à la Turquie et 10 millions de m<sup>3</sup> à l'Europe, avec la possibilité de doubler voire de tripler ses capacités en fonction des besoins et de nouveaux investissements.

### Les opportunités d'une renaissance de la Route de la Soie

Parallèlement au TANAP, se met également en place un corridor de transport. Inaugurée le 30 octobre 2017, à Bakou, la ligne de chemin de fer qui relie la capitale azerbaïdjanaise à la ville de Kars, située au nord-est de la Turquie, via Tbilissi, en Géorgie, concrétise l'émergence d'une « Nouvelle Route de la Soie ». Longue de 838 km, cette liaison ferroviaire devrait permettre de transporter 1 million de passagers et 6,5 millions de tonnes de marchandises par an. Des capacités qui pourraient être largement augmentées lorsque la jonction entre l'Europe et l'Asie sera matérialisée, via le tunnel de Marmaray (sous la Mer de Marmara).



|| Représentant un investissement de 7 millions d'euros, le Centre aérospatial de supervision et d'efficacité d'Azerbaïdjan (ASEC) a été inauguré le 8 février 2018 au sein de l'Aéroport international Heydar Aliyev en présence de M. Raphaël Eskenazi, Vice-Président du groupe français Thales international et de M. Jahangir Askerov, Président du groupe CJSC Azerbaijan Airlines (AZAL).

Pour valoriser son potentiel à s'affirmer comme un hub des affaires au cœur du Caucase, l'Azerbaïdjan a renforcé de manière générale toutes ses infrastructures. En quinze ans, un total de 15 000 km de routes ont ainsi été construites à travers le pays. Sept aéroports ont été édifiés dont six avec un statut international, favorisant l'essor d'un secteur touristique prometteur. Dans le domaine naval, le plus grand port commercial de la mer Caspienne est en cours de construction à Alat, près de Bakou.

Portée par ces projets et par la remontée des cours du pétrole, la croissance de l'économie azerbaïdjanaise devrait s'accélérer en 2018 après une année de convalescence économique (-1% en 2017 contre +1,5% en 2018 selon la Coface). De quoi ouvrir de nouvelles opportunités aux entreprises françaises.

En témoigne l'inauguration, le 8 février 2018, du Centre de contrôle et d'efficacité de l'espace aérien azerbaïdjanais (ASEC), en présence du Directeur général délégué de Thales International, M. Raphael Eskinazi. Un contrat estimé à 7 millions d'euros seulement mais qui renforce le rôle de l'Azerbaïdjan, dans le domaine aérien. Pour M. Jahangir Askero, Président de CJSC Azerbaij Airlines, la compagnie aérienne nationale azerbaïdjanaise, « grâce à l'ASEC, l'Azerbaïdjan jouera le rôle de partenaire stratégique d'Eurocontrol et du Centre de gestion du trafic aérien de Singapour », ajoutant : « il n'y pas



Partenaire historique de l'Azerbaïdjan, le groupe BP devrait débiter le forage de nouveaux puits dans le bloc Shafag-Asiman et au large de la péninsule d'Absheron en 2019. Ci-dessus, la plateforme pétrolière de BP sur le bloc offshore de Chirag, dans la Mer Caspienne.

de centre similaire dans l'espace post-soviétique et dans les pays du Moyen-Orient ».

Au total, quelque 40 entreprises françaises sont actives en Azerbaïdjan. Si les investissements directs français restent concentrés dans le secteur pétrolier, il tendent à se diversifier à l'image de l'implantation de l'équipementier industriel CNIM, qui exploite depuis 2012, à Bakou, le plus grand centre de valorisation énergétique de déchets ménagers d'Europe de l'Est.

CH

## ● CCIAF : vecteur clé des échanges économiques franco-azerbaïdjanais

Par Mme Narmina SAFAROVA,

Directrice générale de la Chambre de Commerce et d'industrie Azerbaïdjan-France (CCIAF)



Fondée sur les principes d'une union publique, la Chambre de Commerce et d'Industrie Azerbaïdjan-France (CCIAF) est une organisation non gouvernementale à but non lucratif qui opère sur tout le territoire de la République d'Azerbaïdjan, sur la base d'intérêts communs et d'égalité entre ses membres.

La CCIAF a été inaugurée le 12 mai 2014 à

Bakou, en présence du Président de la République d'Azerbaïdjan, M. Ilham Aliyev, et de l'ancien Président de la République française, M. François Hollande.

Les fondateurs de l'Union sont huit entreprises de premier plan : le groupe français Total, la Compagnie nationale pétrolière de la République d'Azerbaïdjan (SOCAR), la Banque Société Générale, Le Fonds de promotion de l'exportation et des investissements en Azerbaïdjan (AZPROMO), la société française CNIM, Azerénergie, le groupe Engie et la Société d'investissement Azerbaïdjanaise. Aujourd'hui, nous comptons déjà 45 membres, y compris des entreprises françaises, azerbaïdjanaises et internationales.

Notre mission est de soutenir de solides relations entre les acteurs de référence de l'industrie française et ceux de l'économie extrêmement dynamique d'Azerbaïdjan. Notre rôle est de promouvoir et de diversifier les relations économiques, d'accompagner les investissements et de soutenir le grand potentiel commercial qui existe entre nos deux pays.

Aussi, la CCIAF s'efforce :

- d'apporter son soutien à ses membres qui souhaitent développer leurs activités sur les marchés azerbaïdjanais et français ;
- d'offrir à ses membres de nombreuses opportunités d'établir de nouveaux partenariats et de rencontrer des clients potentiels ;

- de protéger les intérêts de ses membres grâce à un dialogue constructif et à une interaction efficace avec les responsables gouvernementaux ;

- d'informer sur la législation, la fiscalité, les opportunités commerciales et autres sujets clés à travers les différents séminaires et échanges réguliers ;

Depuis sa création, la CCIAF a organisé avec succès de nombreux événements, parmi lesquels la conférence intitulée « *Opportunités commerciales dans les domaines des transports et de la logistique en Azerbaïdjan* », qui a réuni des sociétés françaises telles que CIM Group, Faiveley Transport Russia LLC, Alstom, Thales, Total et Bureau Veritas ainsi que les interlocuteurs locaux tels que Port international de commerce maritime de Bakou et le Conseil de coordination du transit et du fret de la République d'Azerbaïdjan.

Le CCIAF a également organisé avec succès le Pavillon français lors du 22<sup>ème</sup> et du 23<sup>ème</sup> Salon international des télécommunications et des technologies de l'information Bakutel-2016 et Bakutel-2017, avec la participation de Thales, Linagora, Saft, Schneider Electric et Vivaction.

Enfin, la CCIAF a marqué son engagement en faveur de l'entrepreneuriat féminin dans le cadre de son action « *Art, Crafts and Business* », un événement consacré aux femmes entrepreneurs engagées dans la fabrication de produits artisanaux réunissant plus de 60 femmes entrepreneurs.

Les futures actions de la CCIAF seront orientées vers les secteurs stratégiques tels que l'agriculture, les transports, le tourisme, l'éducation et les télécommunications, qui constituent aujourd'hui des secteurs porteurs de grandes opportunités.

S'appuyant sur les solides fondements des relations bilatérales franco-azerbaïdjanaises, la CCIAF met sa position unique au profit des entreprises françaises et azerbaïdjanaises et contribue au développement de la compétitivité de ses membres.

## ● Le tourisme futur moteur de la diversification économique de l'Azerbaïdjan

Par M. Fuad NAGHIYEV,

Directeur de l'Agence nationale du Tourisme d'Azerbaïdjan



**L**e Président Ilham Aliyev a signé des « feuilles de route stratégiques pour le développement de l'économie nationale et les principaux secteurs de l'économie ». Elles englobent la stratégie de développement économique pour la période 2016-2020, une vision à plus long terme allant jusqu'en 2025 et

une vision ciblée post-2025.

Les efforts accomplis jusqu'en 2016 pour stimuler le tourisme dans le pays, les réformes mises en œuvre, l'adoption des programmes de l'État et le cadre réglementaire ont fait de ce secteur l'un des principaux moteurs de la diversification de l'économie nationale. L'adoption de la « Feuille de route stratégique pour le développement de l'industrie touristique spécialisée en République d'Azerbaïdjan » a fixé de nouveaux objectifs pour le développement de l'économie azerbaïdjanaise connue pour ses secteurs pétrolier et gazier.

À la lumière de ces objectifs, l'industrie touristique en Azerbaïdjan est entrée dans une nouvelle phase. Le pays a acquis une image positive, en particulier au Moyen-Orient, et les possibilités d'intégration dans le marché touristique international ont été élargies. Pour la première fois, la Feuille de route stratégique a ouvert la voie à une collaboration entre toutes les parties prenantes des secteurs public et privé, liées au tourisme directement ou indirectement. Elle a également mis en lumière les perspectives d'avenir.

L'essor de tous les secteurs du tourisme découle logiquement de la politique de développement multidimensionnelle conduite aujourd'hui en Azerbaïdjan. Il représente un enjeu majeur pour la diversification de l'économie et l'avenir du développement régional. La riche histoire de l'Azerbaïdjan, son patrimoine culturel, sa position géographique, sa tradition d'hospitalité, sa diversité ethnique et ses beaux paysages constituent un immense potentiel touristique et le principal atout du pays. Il est indéniable que l'Azerbaïdjan possède un avantage concurrentiel très compétitif dans le secteur touristique. Aussi, la création d'offres touristiques attrayantes et conformes aux normes internationales représente désormais notre principal défi.



© Bakou Azerbaïdjan Expo 2025

|| L'Aéroport international Heydar Aliyev de Bakou, récemment certifié 5 étoiles par Skytrax.

Le secteur touristique constitue un système interconnecté associant un large éventail d'acteurs et qui fait partie intégrante de la vie socio-économique. Nous devons donc construire des partenariats fructueux pour atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés. Parmi ceux-ci, il s'agit d'organiser et de coordonner les activités des organismes gouvernementaux et des représentants d'entreprises privées qui contribuent directement ou indirectement au développement du tourisme.

Les dirigeants azerbaïdjanais ont choisi l'orientation stratégique adéquate pour réduire la dépendance du pays à l'industrie pétrolière et favoriser sa diversification économique et la mise en place d'un environnement propice aux idées innovantes, au rajeunissement de l'économie et à l'introduction des nouvelles technologies de l'information. Toutes les parties prenantes ont la responsabilité du développement du tourisme en Azerbaïdjan. Elles doivent travailler de concert et coordonner leurs activités afin d'accroître les flux touristiques, protéger les marchés existants, être représentées sur de nouveaux marchés avec des offres conformes aux standards internationaux et diversifier les ressources touristiques locales.

En tant qu'Agence nationale du Tourisme, notre objectif principal pour les années à venir est d'organiser avec succès la coordination entre les acteurs du tourisme sur le principe du partenariat public-privé et faire de ce secteur l'un des plus porteurs pour l'économie azerbaïdjanaise. À cet égard, nous sommes intéressés à coopérer avec nos homologues français pour apprendre de l'expérience de la France dans le domaine du tourisme, et pour créer les conditions favorables à l'accroissement des visites touristiques entre les deux pays. Notre agence reste également attachée à ouvrir l'Azerbaïdjan aux investisseurs étrangers en les invitant à explorer son potentiel dans ce secteur.

© Bakou Azerbaïdjan Expo 2025



|| Une rue de la vieille ville de Bakou.

# ● Des services publics innovants et modernes favorisant la coopération internationale

Par M. Ulvi MEHDİYEV,

Directeur de l'Agence d'Etat pour le Service Public et l'Innovation Sociale auprès de la Présidence de la République d'Azerbaïdjan



Ces dernières années, des réformes de grande envergure, notamment dans le domaine de la gouvernance publique, ont été menées en Azerbaïdjan par le Président de la République Ilham Aliyev. Dans le cadre de ces réformes, le Service ASAN a été créé en décembre 2012 à l'initiative du Président.

La mise en place du Service ASAN est considérée comme un nouvel élan dans la prestation de services publics. Il constitue un système de guichet unique qui propose plus de 300 services ou procédures administratives issus de 10 institutions publiques et de plus de 25 organismes privés. Ce système a ainsi rendu possible le recours à plusieurs services publics et privés simultanément dans un seul lieu. Il a également permis de réduire les dépenses et les pertes de temps, d'instaurer un plus grand niveau de transparence et de confort, en resserrant encore davantage les relations entre l'État et les citoyens. Au cours des cinq dernières années, plus de 6 millions de citoyens ont fait appel aux services ASAN et plus de 22 millions de demandes ont été traitées, ce qui constitue un bon indicateur de la confiance des citoyens. D'après les sondages, le taux de satisfaction des citoyens est de 98%.

En janvier 2017, le système ASAN s'est enrichi d'un nouveau service – le système de délivrance de visas électroniques « ASAN Visa ». En lien avec la volonté du gouvernement azerbaïdjanais de développer le secteur du tourisme, et en vertu du décret du Président de la République d'Azerbaïdjan, le portail officiel de visa électronique [www.evisa.gov.az](http://www.evisa.gov.az) a été lancé sous l'autorité de l'Agence d'État pour le Service public et l'Innovation sociale. Grâce à ce système, les citoyens et ressortissants de 95 pays peuvent demander un visa électronique. Celui-ci est valable pour une entrée unique. Sa période de validité est de 90 jours autorisant une durée de séjour de 30 jours dans le pays. « ASAN Visa » délivre des visas électroniques du type « standard » et « urgent ». Actuellement, le portail est disponible en 7 langues: anglais, russe, français, espagnol, arabe et persan.

Depuis le 15 mai 2018, le visa « ASAN » est délivré dans les aéroports internationaux de l'Azerbaïdjan. Au total plus de 450 000 e-visas ont été délivrés depuis la mise en service du système « ASAN Visa ».

## Une reconnaissance internationale

En 2015, le Service ASAN s'est vu décerner le Prix d'excellence pour le Service public des Nations unies – une récompense créée en 2003 pour soutenir la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) et qui est la plus prestigieuse reconnaissance internationale de l'excellence dans le secteur public. Le « Service ASAN » a remporté la première place dans la catégorie « Amélioration des Services Publics » parmi plus de 800 candidats.

L'expérience ASAN a été présentée dans différents pays à la demande de nos partenaires étrangers. Ainsi, en tant que lauréat du Prix de l'ONU, le Service ASAN a partagé son expérience avec un certain nombre de pays parmi lesquels l'Afghanistan, l'Indonésie, l'Ouzbékistan, le Maroc, le Monténégro, la France, l'Ouganda, le Turkménistan, l'Italie, la Russie et l'Algérie.

## Un nouveau domaine de coopération franco-azerbaïdjanaise

Le 26 janvier 2017, l'Assemblée nationale française a accueilli une conférence sur « L'accès aux services publics et à la citoyen-

neté » au cours de laquelle le modèle ASAN a été présenté. Dans la continuité de cette conférence, un mémorandum d'entente a été signé à l'occasion de la visite officielle du Président azerbaïdjanais Ilham Aliyev à Paris en mars 2017, entre le Secrétariat d'Etat français à la Réforme de l'État et de la Simplification et l'Agence d'État pour le Service public et l'Innovation sociale auprès de la Présidence de la République d'Azerbaïdjan. Dans ce cadre, le souhait d'appliquer les services mobiles d'ASAN en France a été exprimé. Une délégation de représentants des autorités locales et régionales de la France se rendra d'ailleurs en Azerbaïdjan en octobre 2018 pour se familiariser avec l'expérience du Service ASAN.

De plus, un certain nombre de fonctionnaires français ont pris connaissance des activités des centres de services ASAN. De nombreux hommes politiques français, parmi lesquels l'actuel Secrétaire d'État auprès du Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, M. Jean-Baptiste Lemoine, l'ancien Secrétaire d'État à la Réforme de l'État et à la Simplification, M. Jean-Vincent Placé et l'ancien Secrétaire d'État chargé de la Réforme territoriale, M. André Vallini, ont été accueillis et se sont familiarisés avec le fonctionnement des centres ASAN.

## Perspectives d'élargissement de la coopération avec les pays africains en matière de prestation de services publics

L'établissement et le développement de la coopération avec les pays du continent africain occupent une place importante dans les relations internationales de l'Agence.

Les représentants de plusieurs pays africains dont l'Égypte, le Maroc, l'Algérie, le Soudan, l'Ouganda, Djibouti, le Rwanda, le Sénégal, la République d'Afrique du Sud ont déjà fait connaissance avec les centres de Service ASAN. Une coopération est prévue pour le déploiement d'un service similaire et de bonnes pratiques dans leurs pays.

Nous avons participé à de nombreuses conférences dédiées à la modernisation des services publics au Maroc, en Belgique, en Turquie, en Corée du Sud, aux États-Unis, à Singapour, en Malaisie, en Estonie ou en Ouganda, etc.

Le 10 novembre 2017, un mémorandum d'entente a été signé entre l'Agence d'État et l'Organisation islamique pour l'éducation, la science et la culture (ISESCO). Celui-ci appelle à la promotion de la coopération en faveur du déploiement de l'expérience du « Service ASAN » dans les États membres de l'ISESCO en vue de l'amélioration des prestations de services publics.

Un mémorandum d'entente avec le Maroc, l'Ouganda et l'organisation des Cités et Gouvernements locaux unis d'Afrique (UCLG-Afrique) devrait être prochainement signé. ●



Créé en 2012, le système de guichet unique ASAN apporte une vaste gamme de services publics de proximité en Azerbaïdjan. Ci-dessus, le complexe « ASAN heyat » inauguré le 7 décembre 2017 à Guba, à 200 km au nord de Bakou.

